

LE DSP DE CONSTANTINE AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

4 000 PERSONNES SOUS «TRACKING» À CONSTANTINE

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6727 - MARDI 30 JUIN 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

TRIBUNAL DE KOLÉA

Le procès de Tabbou renvoyé au 14 septembre

Page 5

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

LES FERMES INSTRUCTIONS DE TEBBOUNE

La situation épidémiologique n'est pas rassurante. Le nombre des contaminés augmente quotidiennement et les structures hospitalières crient à la saturation. Face à cette situation, les autorités du pays comptent renforcer les mesures de lutte contre la propagation du COVID-19. Ainsi, il a été décidé de durcir les sanctions contre ceux qui transgressent les mesures préventives, outre le maintien de la fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes du pays.

Page3



CORONAVIRUS

289 nouveaux cas, 303 guérisons et 8 morts en 24 heures

Page 3

LE SYNDICALISTE BACHIR HAKEM:

La rentrée scolaire compromise

Page5

LES AUTORITÉS INTERPELLÉES

Colère à la Résidence Plaza de Boumerdes

Page 16

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

LE DSP DE CONSTANTINE AU JEUNE INDÉPENDANT

4 000 personnes sous «tracking» à Constantine

Un peu plus de quatre mille personnes sont actuellement pistées dans le cadre des opérations d'identification des proches et parents des malades atteints de la covid-19. Des équipes épidémiologiques installées au niveau des six établissements publics de soins de proximité de la wilaya sont à pied-d 'œuvre afin de traquer au plus près toute personne susceptible de développer des symptômes principalement graves de la maladie.

Des visites et un suivi rigoureux des cas soupçonnés sont mis en place par des équipes épidémiologiques. Pour se faire, au moins deux visites durant la mise en quarantaine, souvent à domicile des citoyens concernés et des appels via les réseaux téléphoniques, fixe et mobile permettent aux médecin et leur auxiliaires d'être au chevet de ces potentiels malades, a précisé hier au jeune Indépendant, le directeur par intérim de la Santé et de la Population de Constantine, M. Adil Daas. Le «tracking » est selon lui capital pour maitriser la pandémie au niveau local. Il précise par ailleurs que quand il s'agit d'un malade hors wilaya, le cas sera communiqué aux services de santé concerné qui poursuivront à leur tour l'enquête épidémiologique au niveau de la circonscription de la personne soupçonnée. M, Daas, bien que qualifiant la situation d'inquiétante n'a pas manqué de précise qu'à l'heure actuelle elle est maitrisée. « Une carte épidémiologique est actualisé chaque jours, voire chaque heure, explique-t-il ce qui permet aux équipes médicales et sécuritaire de rester sur le qui-vive prêtes à agir au moindre soupçon ». Le premier responsable de la Santé dans la capitale de l'Est a précisé par ailleurs qu'à travers la wilaya qui occupe actuellement la cinquième place au niveau national, un nombre très restreint de professionnel de santé a nécessité une hospitalisation qui fort heureusement a été dans tous les cas sans gravité. Seules des opérations de mise sous quinzaine ont été réalisées dans la plupart des cas via des structures hôtelières.



A une question sur les tests de dépistage, le responsable a précisé que 300 employés de la santé ont subi le test PCR, un bien maigre chiffre au vu du nombre beaucoup plus important de personnel médical qui avoisine les 11 500 employés éparpillés à travers les structures sanitaires de la wilaya dont le CHU DR Benbadis, l'établissement hospitalier Didouche Mourad, quatre EH spécialisée, quatre établissements publics et six établissements publics des soins de de proximité chapeautant une quarantaine de polycliniques.

Parmi le personnel médical certains ont contracté le virus en dehors du lieu de travail ou de la structure sanitaire, ce qui conforte l'idée que les mesures barrières restent le meilleur moyen pour se prémunir contre toute contamination. Actuellement précise-t-il trois hôtels, un à proximité de l'aéroport Mohamed Bouadif, et deux autres à la cité dite Onama et à la ville nouvelle Ali Mendjli, ont été réservés à hébergement du personnel médical affecté au niveau des services de la covid-19 à travers les trois structures hospitalières. Au moment où l'annexe de l'institut Pasteur installée au niveau du pôle universitaire d'Ali Mendjli réalise près de 300 tests par jours. Le laboratoire prend en charge aussi les analyses pour une dizaine de wilayas de la région Est. Actuellement seul, la wilaya de Batna a entamé les tests au niveau du nouveau laboratoire, en attendant la mise ne marche de ceux de Sétif récemment acquis et d'Annaba.

PRÈS DE 50% DES CAS ONT ÉTÉ ENREGISTRÉS À CONSTANTINE-VILLE

Selon le DSP le dépistage « n'est pas systématiquement réalisé et encore moins sur demande, « mais dès qu'il y a une situation particulière au sein d'un service covid-19 ou autre, l'enquête épidémiologique est sitôt enclenchée et prise ne charge par les spécialistes, avant que la sphère ayant gravité autour de l'employé suspecté ou confirmé porteur du virus ne soit élargie à d'autres employés et même à sa famille ». Des opérations ayant déjà touché deux services durant les deux dernières semaines rappelons-le, ceux de la maternité et de l'hématologie en l'occurrence. Le directeur a toutefois reconnu que l'annexe de l'Institut pasteur n'est pas encore arrivée au stade de faire un dépistage de masse. « D'autant qu'un patient dépisté aujourd'hui négatif, il ne le sera pas forcément demain, ce qui pose problème en terme de quantité », précise M. Daas, lequel ajoute qu'au niveau de la commune de Constantine où 49% des cas ont été enregistrés, il n'y a pas un foyer précis mais tous les quartiers ont été touchés, suivi d'El Khroub avec 36% où la plus grande proportion a été notée dans le ville nouvelle Ali Mendjli et la nouvelle agglomération de Massinissa. Quant aux malades guéris, ils seraient près de 400 personnes rétablies, selon le directeur lequel avait tenu à préciser que les « citoyens doivent comprendre qu'en l'absence de vaccin un malade rétabli peut tout à fait rechuter et retomber malade ». Le responsable a tenu à préciser que la covid-19 a créé une situation inédite à laquelle aucune structure sanitaire n'était préparée, aussi bien publique que privée, reconnaissant, comme c'est d'ailleurs le constat fait par les plus hautes autorités de l'Etat que le système de « santé algérien a montré ses limites dans certains aspects ». D'aucuns l'avaient d'ailleurs crié haut et fort bien avant l'apparition de la pandémie, qu'il n'était pas question de continuer avec les mêmes reflexes et les mêmes méthodes », se voulant plus explicite, l'interlocuteur à préciser qu'il faudrait sortir de la bivalence public-privé et qu'il faudrait plutôt chercher une complémentarité dans le cadre d'une réflexion globale qui relève des hautes autorités sanitaires et politiques. Une situation qui fait que bien que tous les structures sanitaires hormis celles totalement dédiées à la covid-19 comme c'est le cas de l'hôpital d'El Bir à Constantine, se devaient de continuer à prendre en charge leurs malades tout en rajoutant une nouvelle approche lié à la nouvelle maladie qui avoue-t-il pouvait touché n'importe quel service ou bloc opératoire. « Nul n'ignore que les porteurs sains sont désormais nombreux au sein de la population. Pour notre part nous prenons en charge tous les cas suspects. Il s'agit de suivre la courbe d'hospitalisation et non des cas positifs. Un aspect qui reste loin des chiffres fournis à en croire le responsable. Puisque les structures hospitalières de Constantine ont été parfois confrontées à plus d'une trentaine de patients présentant des symptômes, ce qui de prime abord se devait d'être pris en charge mais après test beaucoup ont pu être libérés ou placés en confinement à domicile avec un suivi par les équipes épidémiologiques. Il faut aussi reconnaitre que le retour des 50% des fonctionnaires et la réouverture de certaines structures étatiques ont été pour beaucoup dans l'augmentation de malades. Le non-respect des consignes de sécurité la distanciation sociale notamment, le port de masque et la limitation du nombre de personnes autorisées à pénétrer dans la structure souvent très exigües ont été pour beaucoup dans l'explosion des chiffres, ce dont les réunions avec le chef de l'exécutif de wilaya ces derniers jours ont tenté d'éclaircir afin que des mesure plus coercitives soient prises à l'encontre des contrevenant, a –t-il dit. Rappelons en effet qu'en moins d'une semaine, deux délégations, communales une succursale de la sonelgaz, la grande poste ont dû suspendre momentanément leurs activités en raison de contamination de leur personnel.

De Constantine
Amine B.



LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Les fermes instructions de Tebboune

La situation épidémiologique n'est pas rassurante. Le nombre des contaminés augmente quotidiennement et les structures hospitalières crient à la saturation. Face à cette situation, les autorités du pays comptent renforcer les mesures de lutte contre la propagation du COVID-19. Ainsi, il a été décidé de durcir les sanctions contre ceux qui transgressent les mesures préventives, outre le maintien de la fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes du pays.



L'Algérie qui figurait pourtant parmi les pays dont les voyageurs seront admis à partir du 1er juillet dans les pays de l'Union Européenne, a décidé de maintenir ses frontières fermées jusqu'à l'éradication de la maladie.

C'est l'instruction donnée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune lors du Conseil des ministres tenu, avant-hier. «La fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes est maintenue jusqu'à ce que Dieu nous libère de ce fléau», a indiqué le président.

Cela laisse dire que le pays restera fermé encore longtemps. Surtout que la disparition du virus n'est pas pour demain, d'autant que les mesures préventives ne sont pas, d'un côté, respectées par une partie des citoyens et d'autre part, en raison d'un certain laxisme, notamment chez des agents de l'ordre censés appliquer la réglementation avec rigueur.

Une situation qui changera sans doute les prochains jours, compte tenu des instructions fermes du président de la République qui a ordonné le durcissement des sanctions à l'égard de ceux qui ne respectent pas les mesures barrières. Il a en effet, instruit le Premier ministre d'étudier les mesures à prendre avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, afin de décider des actions à entreprendre dans les prochains jours en vue de briser la chaîne de contamination.

Relevant avec amertume les comportements de certains citoyens qui veulent faire accroire aux autres que la Covid-19 n'est qu'un mythe aux visées politiques, il a ordonné «le durcissement des sanctions à l'encontre de tous les contrevenants, individuellement ou collectivement, aux mesures de prévention». L'application stricte de la réglementation, notamment le décret exécutif fixant les mesures complémentaires de prévention et de lutte contre la propagation de la Covid-19, est décidée par les autorités.

Le président de la République a également chargé le ministre de Santé qui a présenté un exposé sur l'évolution de la situation sanitaire du pays, de l'établissement de statistiques des contaminations par wilaya et de leur traitement avec davantage de réalisme, soulignant que «la lutte contre la pandémie est une responsabilité collective (Etat, institutions, société civile et individus) à travers l'ensemble du territoire national», car il y va, a-t-il dit, «de la préservation de la santé et de l'intégrité du citoyen».

Le ministre de la Santé a de son côté expliqué la nouvelle démarche adoptée par son département pour faire face à l'augmentation des cas de COVID-19. Selon lui, le ministère a adopté depuis le 10 juin, une nouvelle stratégie basée, dans un premier temps, sur la réduction de la durée d'hospitalisation des patients à cinq (5) jours et la détermination, dans un second cas, des cas nécessitant une plus longue hospitalisation en fonction du degré de gravité et de complexité, en soumettant les cas asymptomatiques à un suivi médical en dehors de l'hôpital.

Les nouvelles dispositions ont permis, précise-t-il, d'ouvrir plus de 3.000 lits supplémentaires depuis le début du mois en cours, portant leur nombre total à 13.395 lits, outre l'augmentation des capacités et des moyens de traitement, par la mise à disposition de plus d'équipements de dépistage et de protection.

Lilia Ait Akli

CORONAVIRUS

298 nouveaux cas, 303 guérisons et 8 morts en 24 heures

LE BILAN de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) ne cesse de s'alourdir en Algérie, avec 298 nouvelles contaminations, 303 guérisons et 8 morts supplémentaires en 24 heures, portant le total des cas confirmés à 13 571, des guérisons à 9 674 et celui des décès à 905, a déclaré hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar. Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination au Covid-19 s'élève à 31.56 cas pour 100.000 habitants. Les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 58% des cas de contamination au coronavirus et ceux âgées de plus de 60 ans représentent 29%. Le responsable a signalé que 24% des décès concernent des personnes âgées entre 25 et 60 ans tandis que 74% celles de plus de 60 ans. Il a également fait savoir que 32 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que sept autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif à la covid-19 durant les dernières 24 heures. Selon la même source, 22 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis que 19 autres ont recensé plus de six cas chacune. Les wilayas de Blida, Alger, Sétif, Oran et Constantine représentent à elles seules 42.5% des cas de contamination et 43 % des décès enregistrés sur le territoire national.

Concernant les patients sous traitement, PrFourar a souligné que leur nombre a atteint 30.345, précisant que 42 patients sont actuellement admis dans les unités de soins intensifs (44 la veille). Rappelant que tous les moyens nécessaires pour endiguer l'épidémie ont été mobilisés par l'Etat, Pr Fourar a indiqué que les lits réservés par la tutelle n'ont pas tous été utilisés. De même, il a assuré de la disposition du ministère de la Santé à «offrir, si nécessaire, davantage de structures aussi bien de lits que d'équipements destinés à la réanimation».

Pour le spécialiste, le meilleur moyen de réduire le nombre des cas demeure l'application stricte des mesures préventives, notamment de port obligatoire de la bavette, comme stipulé dans le décret exécutif.

Mohamed Mecelti

PORT EL HAMDANIA, RETARD, PERTES ET MALVERSATIONS

Le Président ordonne la relance du projet sur des bases transparentes

LE GOUVERNEMENT envisage de relancer certains grands projets à l'arrêt depuis l'annonce de leur réalisation. C'est le cas du grand port du centre El Hamdania situé à Cherchell, dont la décision de réalisation a été prise en 2012, mais aucune suite n'a été donnée pour la concrétisation de ce port censé servir de hub en Afrique. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit, lors du Conseil des ministres tenu avant-hier, le Premier ministre, d'étudier la relance de du port commercial d'El Hamdania avec le partenaire chinois «sur de nouvelles bases transparentes».

Le premier ministre Abdelaziz Djerad devrait ainsi «prendre de nouveau contact avec le partenaire chinois et d'étudier le projet sur de nouvelles bases transparentes pour le soumettre une seconde fois au Conseil des ministres, dans un délai maximum de trois mois», précise le communiqué de la présidence de la République.

Le président de la République a été ferme avec le ministre des Travaux publics quant à l'impératif de la prise en main de ce méga projet, compte tenu de son importance sur le plan économique et stratégique, non sans rappeler les pertes qu'a dû essuyer l'économie nationale suite au retard. En plus d'impulser la dynamique de la vie économique avec elle son lot de création des postes d'emploi, cette infrastructure maritime commerciale permettra de désenclaver nombre de pays africains sans accès maritimes, souligne le chef de l'Etat.

De son côté, le ministre des Travaux publics a précisé lors de l'exposé présenté sur ce méga projet que ce dernier comprenait trois lots : le port, les zones logistiques et industrielles ainsi que la pénétrante et la voie ferrée, objets de l'ensemble des opérations de base effectuées depuis le lancement, en novembre 2012, de l'étude d'identification du site.

Pour ce qui est du financement de ce projet , il sera assuré par le Fonds national d'investissement (FNI) via un prêt et un crédit de la banque chinoise Exim-bank of China, affirme-t-on encore. Pour relier le projet au réseau national routier et ferroviaire, il est prévu la réalisation d'un tronçon autoroutier de 37 km pour le joindre à l'autoroute Est-Ouest, du côté ouest d'El Affroun (Blida) ainsi qu'une voie ferrée électrifiée entre la gare d'El Affroun et le port d'une longueur de 48 km.

Concernant la durée de réalisation, elle est estimée à sept ans, les dossiers d'expropriation des terrains retenus et les enquêtes commodo incommodo ont été préparés avec les sommes d'indemnisation pour les personnes touchées par les expropriations (pour utilité publique) au niveau des wilayas de Blida et de Tipaza.

Rappelons que le port d'El Hamdania de par son importance a suscité la convoitise de beaucoup d'entrepreneurs nationaux et a provoqué des désaccords parmi les décideurs de l'ère de «la 3issaba» quant au choix des partenaires étrangers pressentis pour sa réalisation. Il s'agissait surtout d'«une affaire juteuse» pour les responsables et nombre d'hommes d'affaire exerçant dans le BTP. Ces derniers ont été connus par leurs étroites relations avec du cercle présidentiel de l'époque. Au départ, les autorités publiques avait convenu avec un bureau d'études sud-coréen Yuill Engineering Co Ltd d'entreprendre l'étude afférente à la réalisation du projet avant d'annuler la démarche. Mais non sans pertes, car les Sud-coréens ont pu avoir dans leur escarcelle des dizaines de millions de dollars.

En janvier 2016, les Chinois avaient procédé à la signature d'un contrat et décidaient d'installer leur bureau d'étude CHEC (China Harbour Engennering Compagny) en vue d'entamer à nouveau l'étude censée remplacer celle faite par les Sud-coréens. Les Chinois devaient ainsi exploiter cette infrastructure portuaire 35 ans après sa mise en service.

Les malversations de certains responsables, dont nombre ont été incarcérés pour leur implication dans des affaires de corruption, ne se sont arrêtées à ce niveau. L'on ne tarde pas à trouver d'autre prétexte pour faire appel à un bureau d'étude européen (Ramboll-Anplea) pour, selon le motif avancé, «optimiser l'étude en cours» !

Dans le sillage de ce «marchandage» au détriment du denier public, les initiateurs du grand projet d'EL Hamdania n'ont pas hésité à bénéficier les Kouninef et le Groupe ETRHB Haddad, d'où la nécessité, aujourd'hui, pour le chef de l'Etat de relancer ce mégaprojet sur des bases transparentes.

A. Mehdid



PROGRAMME LPA-ALGER

Lancement de la réalisation de plus de 10 000 logements avant la fin de l'année

LE WALI d'Alger, Youcef Cherfa, a annoncé hier lundi, le lancement, avant fin 2020, des projets de réalisation des Logements Promotionnels Aidés (LPA), avec un quota global de plus de 10 000 unités.
Lors de sa participation aux travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) consacrée à l'adoption du budget supplémentaire à l'exercice 2020, M. Cherfa a fait savoir que ses services s'attelaient «au lancement, fin 2020, de la réalisation des projets LPA dans le cadre d'un quota global estimé à 10.203 unités dont les sites ont été identifiés et choisis». Dans le cadre de la poursuite du programme d'éradication des logements précaires, de relogement et de distribution des logements sociaux, le wali a souligné que cette année verra également «le retour au programme de distribution des logements sociaux à travers les programmes en cours». Il a rappelé, dans ce sens, qu'un total de 461 bidonvilles avaient été éliminés et plus de 53.000 familles relogées au titre des programmes de relogement.
S'agissant de la restauration et de la préservation du cadre des anciennes bâtisses, le même responsable a fait savoir qu'une réflexion était en cours pour «l'élargissement des opérations de restauration des immeubles afin de créer un équilibre à travers toutes les régions de la wilaya d'Alger notamment à Alger Est, à commencer par les communes de Belouizdad (rue Hassiba Ben Bouali) et Hussein Dey (rue Tripoli), sachant que cette opération avait concerné le centre et l'ouest de la capitale, à l'instar des communes d'Alger centre, Sidi M'hamed et Bab El Oued», ajoutant qu'elle devra se poursuivre pour toucher tous les quartiers restants».
Concernant la cité antique (la Casbah), le wali a dit qu'»elle se trouve dans état déplorable qui nécessite une intervention pour la révision des textes en vue de protéger ses habitants et de préserver ce patrimoine culturel classé», ajoutant que «des décisions fermes doivent être prises à cet effet».
Soulignant, par ailleurs, que la concrétisation du programme de logement dans la capitale était tributaire de la mise en œuvre du plan stratégique pour le développement et la modernisation de la capitale à l'horizon 2035, le responsable a estimé que l'accompagnement des différents départements sectoriels et des collectivités locales était indispensable en la matière, d'autant que le plan d'action de la wilaya, a-t-il dit, est axé sur des actions d'urgence à court et moyen termes. Les grands projets en cours dans la capitale doivent être achevés, a-t-il insisté, citant en particulier les stades de Baraki (sud) et de Douera (ouest), les pôles universitaires (20.000 places pédagogiques et 11.000 lits à Sidi Abdallah et 8.000 places pédagogiques à Bouzaréah) et la gare routière dans la commune de Bir Mourad Rais, outre l'aménagementde la façade maritime.

H. B.

AYMANE BENABDERRAHMANE :

«La programmation triennale des budgets permettra plus de transparence»

La programmation prévisionnelle triennale des budgets des différentes institutions publiques, dans le cadre de la Loi organique de septembre 2018 relative aux lois de finances (LOLF), permettra plus de maitrise des finances et de transparence, a indiqué hier lundi à Alger le ministre des Finances, Aymane Benabderrahmane.

En marge d'une Journée d'études portant sur «la mise en œuvre de la réforme budgétaire», avec la participation des secrétaires généraux des différents ministres, accompagnés de leurs responsables financiers, le ministre a fait savoir que la mise en œuvre de cette loi organique permettra d'instaurer plus de transparence «et donner plus de diligence aux responsables des différents responsables ministériels et des organismes publics à l'effet de préparer leurs budgets sur un objectif triennal».
«Cela permettra aux gestionnaires de maitriser les flux budgétaires et à l'Etat de se projeter sur des espaces temporels plus conséquents, notamment pour éviter d'être pris au dépourvu et éviter ainsi de dévier des objectifs initiaux ainsi que les réévaluations budgétaires qui ont impacté négativement le budget de l'Etat dans le passé», a-t-il soutenu.
Concernant la mise en œuvre de la LOLF, il s'agit, selon M. Benabderrahmane, d'informer tous les organismes publics sur les nouveautés portées par cette loi organique, qui leur permet de programmer l'ensemble de leurs dépenses dans un cadre triennal et non plus annuel. «Cela permettra une meilleure maitrise des dépenses publiques», a-t-il estimé, expliquant que la mise en place d'un cadre temporel a pour but de faciliter les mesures de calcul des recettes et des dépenses.
Il s'agit également de faciliter pour l'ensemble des départements ministériels la mise en place d'un budget prévisionnel pour suivre les dépenses publiques dans un cadre transparent et moderne, a-t-il



soutenu, affirmant que «la priorité est de maîtriser les dépenses et de les orienter vers les investissements productifs».
Interrogé sur les réformes de son secteur, le ministre a rappelé que la réforme du système financier et du système bancaire en particulier constitue une priorité pour le président de la République. «Nous travaillons à instaurer les réformes financières», a-t-il dit. Selon lui, ces réformes concernent notamment la gouvernance des banques et leur restructuration afin de parvenir à un système bancaire moderne, notamment via la digitalisation qui devra également concerner, a-t-il ajouté, les différentes administrations dépendant du ministère des Finances. Concernant le niveau des liquidités bancaires, M. Benabdarrahmane a assuré que celles-ci se trouvent «à un niveau acceptable», ajoutant que les banques sont en mesure d'octroyer des crédits actuellement. «Les comités de crédit sont fonctionnels contrairement à ce que certains disent», a-t-il insisté. «Nous travaillons à créer un investissement productif. Nous allons mettre à disposition tous les outils et les mesures techniques, organisationnelles et juridiques pour faciliter l'investissement», a-t-il affirmé.
Concernant le financement des besoins budgétaires de l'Etat, le ministre a rappelé l'instruction du président de la République visant à ne pas se tourner vers l'endettement extérieur quelle que soit sa forme. «Nous travaillons à éviter cette voie qui pourrait nous entraver dans notre démarche de développement et dans l'indépendance de nos décisions économiques et financières», a souligné M. Benabderrahmane, expliquant qu'il existe d'autres pistes que le gouvernement compte exploiter dans le cadre du financement des besoins budgétaires de l'Etat. «Nous avons des marges que nous allons exploiter et nous n'allons lésiner sur aucun moyen pour parvenir au financement du déficit et faire face aux besoins budgétaires de l'Etat», a-t-il indiqué.

M. B.

Prolongation du délai d'acquisition de la vignette automobile jusqu'au 15 juillet

LE DÉLAI d'acquisition de la vignette automobile a été prolongé jusqu'au 15 juillet prochain, a indiqué hier lundi le ministre des Finances Aymane Benabderrahmane. En marge d'une Journée d'études portant sur «la mise en œuvre de la réforme budgétaire», avec la participation des secrétaires généraux des différents ministres accompagnés de leurs responsables financiers, le ministre a fait savoir que le délai d'achat de la vignette automobile, initialement prévu au 30 juin, «a été prolongé de 15 jours». Par ailleurs, M. Benabderrahmane a réaffirmé la volonté de l'Etat de ne recourir ni à l'endettement extérieur ni à la planche à billet, assurant que le gouvernement «possède des marges que nous allons exploiter sans lésiner sur aucun moyen pour faire face aux besoins budgétaires de l'Etat». Concernant le thème de cette journée d'études, le ministre a fait savoir qu'il s'agit d'évoquer le début de réforme globale des finances publiques afin d'instaurer plus de transparence «et donner plus de diligence aux responsables des différents responsables ministériels et des organismes publics à l'effet de préparer leurs budgets sur un objectif triennal». «Cela permettra aux gestionnaires de maitriser les flux budgétaires et à l'Etat de se projeter sur des espaces temporels plus conséquents, notamment pour éviter d'être pris au dépourvu», et éviter ainsi de dévier des objectifs initiaux ainsi que les réévaluations budgétaires qui ont impacté négativement le budget de l'Etat dans le passé, a-t-il soutenu.

M. B.

INFLATION

Un taux annuel de 1,9 % à fin mai

LE TAUX d'inflation moyen annuel en Algérie a atteint 1,9% à fin mai dernier, a-t-on appris hier lundi auprès de l'Office national des statistiques (ONS).
L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à mai 2020, qui est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte de 12 mois, allant du mois de juin 2019 à mai 2020 par rapport à la période allant de juin 2018 à mai 2019.
La variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'évolution de l'indice du prix du mois de mai 2020 par rapport à celui du mois d'avril 2020, a connu une hausse de près de 1,0%, a indiqué l'Office. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont affiché une hausse de 2,1 %, avec un relèvement de près de 4% des produits agricoles frais. Cette hausse des produits agricoles frais est due, essentiellement, à l'augmentation des prix de la viande de poulet (+33,7%), la pomme de terre (23,6) et les fruits frais avec +6,2%.
Par ailleurs, l'Office relève, des baisses de prix qui ont caractérisé certains produits, notamment les œufs (-8,8%) et les légumes frais (-0,1%). Quant aux produits alimentaires industriels, les prix ont connu une hausse modérée de 0,2% durant le mois de mai dernier et par rapport au mois d'avril 2020, selon l'organisme des statistiques. Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,2%, alors que ceux des services ont accusé une relative stagnation. Par groupe de biens et de services, les prix des groupes «habillement chaussures» ont enregistré une hausse de 0,8%, ceux de la «»santé hygiène corporelle» ont cru de 0,2%) et ceux de «l'éducation culture loisirs» de 0,1%.
L'ONS relève, par ailleurs, que le reste des biens et services s'est caractérisé par des stagnations.Durant les cinq premiers mois de l'année en cours, les prix à la consommation, ont connu une hausse de 2,13%, malgré une baisse, de 0,5% des biens alimentaires , induite notamment par un recul de près de 1,4 des prix des produits agricoles frais. Cette variation haussière enregistrée les cinq premiers mois de l'année en cours s'explique par des hausses de +0,3% des produits alimentaires industriels, de +4,9% des biens manufacturés et de +2,9% des services.En 2019, le taux d'inflation en Algérie avait atteint 2%.

H. B.

LE SYNDICALISTE BACHIR HAKEM AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«La rentrée scolaire compromise»

La situation sanitaire actuelle causée par la propagation du nouveau Coronavirus, a chamboulé tous les secteurs, notamment, celui de l'éducation nationale. Fermeture des écoles, report des examens de fin d'année et polémique autour du recours à une année scolaire blanche.

Avec le prolongement de la période de confinement, la reprise des classes est impossible. C'est le constat commun formulé par les syndicats de l'éducation. Le ministère de l'éducation nationale en concertation avec ces derniers ainsi qu'avec les associations de parents d'élèves, à annoncer l'annulation du troisième trimestre, l'impossibilité d'organiser les examens de fin d'année à leur échéance fixée, d'où la décision de son organisation durant la deuxième semaine du mois de septembre prochain.

Le brevet de l'enseignement moyen (BEM) sera facultatif, alors que l'examen de la cinquième été annulé. Des décisions qui ont fait le bonheur des syndicats, des élèves et de leurs parents, mais qui n'ont pas été au goût des experts pédagogiques, qui craignent des réussites au rabais à la faveur du coronavirus. Reprochant aux décideurs la prise de décisions «populistes», le syndicaliste et professeur de mathématiques Bachir Hakim craint une rentrée scolaire catastrophique,



vu les réussites au rabais des élèves des trois paliers.

«Nous aurons une réussite avec un pourcentage de plus de 95 %, alors que celle-ci n'a jamais dépassé 65 %», a-t-il précisé. Le syndicaliste parle de «crime» contre le secteur de l'éducation, dont les conséquences seront ressenties durant le trois prochaines années, jusqu'au 2023. «Il était plus simple de décider d'une année blanche et de reprendre l'année en septembre, au lieu d'annoncer les examens en septembre nous aurions perdu l'année 2019-2020 au lieu de perdre les années 2019-2023», a-t-il suggéré.

Pour lui, la peur de perdre la paix sociale à tout prix pousse les décideurs à ne pas écouter les solutions proposées par les experts de l'éducation. Ces derniers insistaient, selon lui, sur l'impossibilité de passer les examens à partir de la 3ème semaine de septembre pour tous les candidats, «mais l'entêtement et le populisme a eu le dessus sur l'éducation et la qualité de l'école», s'est-t-il désolé.

Contacté par *le Jeune Indépendant*, Bachir Hakem, connu pour son militantisme depuis plusieurs années, en faveur d'une école publique de qualité, a indiqué que la première erreur commise et celle de reporter les examens de fin d'année au mois de septembre. Pour lui, cette décision a été «absurde», et aura de graves conséquences sur les candidats aux examens, sur les conditions de la prochaine rentrée scolaire et même sur l'ensemble de l'année scolaire 2020-2021. Il déplore également le vide pédagogique résultant de la longue interruption des cours. La baisse des moyennes de passages aux classes supérieures, notamment, dans le secondaire accentuera le problème de la surcharge des classes, avertit le syndicaliste, soulignant, que les classes qui contenaient 40 élèves, maintenant à 95% de réussite, dépasseront les 45 élèves, avec plus de 30 % d'entre-eux sans aucun profil. «Malheureusement, le ministère et les parents pourront applaudir un BAC et un BEM, même avec une moyenne de 08/20 sans se soucier du niveau de l'élève», a-t-il regretté.

Bachir Hakem craint également la recrudescence du phénomène de la violence scolaire qui atteindra des proportions alarmantes, selon lui. Cela aura de répercussion sur le rendement aussi de l'enseignant, qui selon lui, ne pourra pas faire face à des classes surchargées avec 30 % des programmes à rattraper. «Un grand nombre d'enseignants seront victimes de dépression vu les conditions dans lesquelles ils enseigneront», déplore le syndicaliste. D'autres conséquences vont être engendrées, tel que les cours particuliers qui augmenteront ainsi que leur prix. Les écoles privées augmenteront et la demande dépassera l'offre. Bachir Hakem, qui n'a pas caché ses inquiétudes quant à l'avenir de l'école algérienne, dénonce ce qu'il qualifie de «marchandisation» qui est acceptée par tout le monde.

Lynda Louifi

ACCUSÉ D'«ATTEINTE AU MORAL DE L'ARMÉE»

Le procès de Tabbou renvoyé au 14 septembre

LE PRÉSIDENT du tribunal correctionnel de Koléa près la cour de Tipasa a décidé, hier, de renvoyer le procès de Karim Tabbou, président de l'Union démocratique et sociale (UDS) (parti non agréé), au 14 septembre prochain. La décision du renvoi du procès de Karim Tabbou a été prise par le magistrat en charge du dossier sur insistance du collectif des avocats de l'accusé. Ces derniers ont refusé que leur client soit jugé à distance. Le mis en cause est poursuivi, depuis septembre dernier, pour «atteinte au moral de l'Armée». Le procès de Karim Tabbou avait déjà été reporté les 6 et 27 avril, puis le 1 juin derniers.

Pour rappel, l'Algérie par le biais de sa Mission permanente à l'Office des Nations Unies à Genève (Suisse), s'est expliquée sur l'affaire de détention et de la condamnation du militant politique Karim Tabbou. L'Etat algérien a répondu le 29 mai 2020 dans un document de 13 pages au Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme, dont les rapporteurs spéciaux lui ont adressé le 14 avril dernier un questionnaire sur l'affaire Karim Tabbou, pour s'expliquer «au sujet d'informations qu'ils auraient reçues portant sur des allégations de l'arrestation, de détention arbitraire et de la condamnation de M. Karim Tabbou».Dans sa réponse, l'Algérie s'est expliqué sur les raisons de l'arrestation de Tabbou, sa présentation devant le juge d'instruction, le déroulement de son procès, sa condamnation ainsi que les conditions de son incarcération. L'Algérie a rassuré dans sa réponse que la justice a respectée toutes les procédures prévues par la loi dans le traitement du dossier judiciaire du détenu en question. Concernant ses conditions de détention, la mission algérienne à l'ONU a écrit : «S'agissant des allégations faisant état de son isolement en détention, nous attestons qu'il ne fait l'objet d'aucune mesure d'isolement, ses avocats qui lui rendent visite matin et soir en est une preuve. L'isolement étant une mesure disciplinaire à l'égard des détenus qui ne se conforment pas aux règles de détention, et qui est une mesure prévue par la loi».

Sur le déroulement de son procès, la même source a précisé : «Les magistrats siégeant à cette chambre pénale ont estimé que le dossier (comme d'autres dossiers qui étaient enrôlés à la même audience) n'avait pas de raison de connaitre de renvoi dans la mesure où le prévenu était présent, ses avocats également, sachant que ces derniers étaient en connaissance parfaite du dossier depuis son début», lit-on dans le document. Elle a affirmé dans son rapport que le militant Karim Tabbou n'a pas été arrêté pour ses engagements politiques. «Contrairement à ce qui est rapporté, Tabbou n'a jamais été arrêté pour ses engagements politiques, bien au contraire, ce dernier active depuis des années déjà dans le champ politique algérien en s'étant toujours inscrit dans une posture d'opposition aux pouvoirs publics‹ sans pour autant qu'il n'ait été inquiété par une quelconque mesure restrictive, ni avoir subi de déboires ou des démêlés judiciaires pour ses opinions ou ses positions», a écrit encore la délégation algérienne. Et d'ajouter : «Mr Tabbou, à l'occasion des événements de 2019 qu'a connu l'Algérie, a sciemment enfreint le contrat social qui lui impose le respect des lois et des institutions de la république à l'occasion de ses activités politiques, tel qu'exigé dans toutes les sociétés démocratiques».

Redouane Hannachi

Publicité

الشركة الجزائرية لتوزيع الكهرباء و الغاز
Société Algérienne de Distribution de l'Electricité et du Gaz

Région de Distribution Alger | Concessions de Distribution d'Alger, Direction de Distribution d'El Harrach, Chargé de Communication | N° 818

Direction de Distribution d'EL-HARRACH

Communique

Coupure Programmée de l'électricité au niveau de la commune d'EL-HARRACH

La Direction de Distribution d'El-Harrach informe ses clients qu'une coupure de l'électricité est programmée :

Le **Mercredi 01 Juillet 2020, à partir de 08h30 jusqu'à 16h00 :** pour motif « Travaux de maintenance : Augmentation de puissance ».
Cette coupure concernera la commune **d'EL-HARRACH**, et affectera la localité suivante :

- **96 logements sidi m'barek EL-HARACH**

La R.D.A / Direction de Distribution d'El-Harrach, s'excuse auprès de ses clients pour les désagréments causés par cette coupure et met à leur disposition, pour toute information, le numéro du Centre de Contact *3303*, joignable 24h/24, 7j/7.

Le Jeune Indépendant **du 30/06/2020 / ANEP 2016010665**

الشركة الجزائرية لتوزيع الكهرباء و الغاز
Société Algérienne de Distribution de l'Electricité et du Gaz

Région de Distribution Alger | Concessions de Distribution d'Alger, Direction de Distribution d'El Harrach, Chargé de Communication | N° 820 | 29 JUIN 2020

Direction de Distribution d'EL-HARRACH

Communique

Coupure Programmée de Gaz au niveau de la commune de **MOHAMMADIA**

La Direction de Distribution d'El-Harrach informe ses clients qu'une coupure de Gaz est programmée :

Le **Mercredi 01 Juillet 2020, à partir de 13h00 jusqu'à 20h00 :** pour motif « Travaux de raccordement réseau Gaz Moyenne Pression».
Cette coupure concernera la commune de **MOHAMMADIA**, et affectera la localité suivante :

- Cité Dahlia au complet.
- Cité Méditerranéenne.
- Coopérative KHELIFATI.
- Cité police.
- 632 Logements.

La R.D.A / Direction de Distribution d'El-Harrach, s'excuse auprès de ses clients pour les désagréments causés par cette coupure et met à leur disposition, pour toute information, le numéro du Centre de Contact *3303*, joignable 24h/24, 7j/7.

Le Jeune Indépendant **du 30/06/2020 / ANEP 2016010667**

CORONAVIRUS

En Iran, 162 morts en un jour, record de décès quotidiens

Les autorités sanitaires ont annoncé lundi 162 morts supplémentaires provoqués par la maladie de Covid-19 en Iran, le plus haut nombre de décès quotidiens liés au virus depuis le début de l'épidémie en février.

Le précédent bilan record de 158 morts avait été enregistré début avril dans ce pays le plus touché du Prohe et Moyen-Orient. À plusieurs reprises, les chiffres du gouvernement ont été mis en cause par des experts étrangers ainsi que par certains responsables iraniens qui les soupçonnent d'être largement sous-estimés. Cette augmentation est en vérité le reflet de notre action globale, tant en termes de réouverture qu'en termes du respect des protocoles sanitaires, a regretté Sima Sadat Lari, porte-parole du ministère de la Santé, lors de son point-presse quotidien retransmis à la télévision d'État. Le nouveau bilan de décès quotidien porte à 10 670 le nombre de morts liés au nouveau coronavirus dans le pays, a-t-elle précisé. Au cours des dernières 24 heures, 2 536 nouveaux cas de contamination ont été recensés, amenant à 225 205 le total des cas confirmés en Iran, a-t-elle ajouté. Selon les chiffres officiels fournis par les autorités, l'Iran avait enregistré son plus bas bilan journalier début mai avant d'être confronté ces dernières semaines à une nouvelle hausse, faisant craindre une deuxième vague épidémique, ce que les autorités réfutent. La République islamique n'a jamais imposé de confinement obligatoire à sa population mais a annulé tout événement public et fermé les commerces non essentiels en mars, avant de lever progressivement les restrictions à partir d'avril pour tenter de ranimer son économie. D'après Mme Lari, les provinces du Khouzestan, d'Hormozgan, du Kurdistan, de Kermanshah, Bouchehr, l'Azerbaïjan Occidental et Oriental et du Khorassan-é-Razavi sont classées rouge —plus haut niveau de risque selon le code couleur établi par les autorités. La situation dans celles d'Ilam, du Lorestan et du Golestan reste critique, a-t-elle dit.L'Iran a décrété samedi que le port du masque sera obligatoire dans



les espaces couverts où il y a des regroupements à partir du 4 juillet. Le même jour, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a déploré que les efforts pour freiner la maladie aient diminué, en ce qui concerne certaines personnes et autorités, avertissant que les problèmes économiques du pays empireraient en cas de propagation non maîtrisée de l'épidémie. Le rial iranien a ainsi plongé à de nouveaux plus bas face au dollar américain ces derniers jours en raison de la fermeture temporaire de l'économie, de la clôture des frontières et de l'arrêt des exportations non pétrolières, selon des analystes. Les problèmes économiques de la République islamique se sont aggravés depuis 2018, après le retrait unilatéral de Washington en mai de l'accord sur le nucléaire iranien et la réimposition de sanctions américaines contre. R. I.

PRIMES RUSSES EN AFGHANISTAN

Trump affirme ne pas être au courant

SELON le président américain, les services de renseignements auraient jugé l'information fantaisiste et, en conséquence, n'en auraient pas parlé. Des primes versées par Moscou à des insurgés en Afghanistan pour tuer des soldats occidentaux ? Donald Trump n'en savait rien. « Le renseignement vient de m'informer qu'il n'avait pas trouvé cette info crédible et donc ne l'avait pas rapportée à moi ou au @VP », le vice-président Mike Pence, a annoncé le président américain, dimanche soir, dans un tweet. Plus tôt dans la journée, il s'était déjà exprimé sur le sujet, via Twitter : « Personne ne m'a briefé ou n'a briefé le vice-président Mike Pence ou le chef de cabinet Mark Meadows sur les soi-disant attaques sur nos troupes en Afghanistan par les Russes. »
« Tout le monde le nie et il n'y a pas eu beaucoup d'attaques contre nous », avait-il ajouté dans son tweet matinal en s'en prenant pour la énième fois aux « médias bidon ». Le New York Times, suivi du Washington Post et du Wall Street Journal, a rapporté que des agents russes avaient discrètement distribué de l'argent à des combattants « proches des talibans » pour qu'ils tuent des soldats américains ou de l'Otan en Afghanistan. Ces informations ont été transmises au président Trump, et le conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche en a discuté à la fin mars sans qu'aucune réaction ne soit décidée, ont ajouté ces quotidiens en citant des sources anonymes au sein du renseignement américain. La Russie et les talibans ont démenti en bloc ces informations.
La Maison-Blanche a, pour sa part, nié que le président ou le vice-président aient été tenus informés. Le nouveau directeur du renseignement national, John Ratcliffe, s'est également borné à démentir que l'exécutif ait été au courant. Ces démentis n'ont pas éteint la polémique. Que Donald Trump « ait été briefé ou pas, son administration savait », a relevé la cheffe des démocrates au Congrès, Nancy Pelosi, pour laquelle le président « lèche les bottes » de son homologue russe Vladimir Poutine. R. I.

CRISE LIBYENNE

Une convergence de vues grandissante sur la solution politique

LA TENDANCE à la convergence des points de vue autour d'une solution politique à la crise en Libye s'accélère tant au niveau international que régional à mesure que les efforts diplomatiques s'intensifient en vue de ramener la paix dans le pays en proie à des violences depuis 2011. Le dernier signe de convergence autour du processus politique en Libye a été observé lorsque le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale libyen (GNA), reconnu par l'ONU, Fayez Al Sarraj, et la représentante spéciale et chef par intérim de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Stéphanie Williams, ont abordé lors de leur rencontre samedi à Rome les derniers développements de la situation en Libye et les efforts de l'ONU visant à y reprendre le processus politique.
Les deux responsables ont exprimé leur accord sur la nécessité de reprendre le processus politique en Libye «sur la base des conclusions de la Conférence de Berlin et de la résolution 2510 du Conseil de sécurité, en vue de parvenir à un règlement global en Libye à même de préserver la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité de ce pays», a indiqué un communiqué du GNA. Al-Sarraj qui s'est entretenu également avec Giuseppe Conte, a mis l'accent sur «l'impossibilité de résoudre militairement la crise libyenne», soulignant la nécessité «de travailler sur une voie politique qui assure la stabilité conformément au résolutions du Conseil de sécurité et aux résultats de la Conférence de Berlin».
Dans cette optique, l'Union européenne (UE) a une nouvelle fois rappelé son attachement au règlement de la crise libyenne dans le cadre «du processus mené par les Nations Unies» et suivant les recommandations de la Conférence de Berlin sur la Libye.
Et, en même temps, à quelques jours d'intervalle, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a déclaré: « (...), sans aucun doute, que toute guerre entre Libyens est une guerre perdue. Il ne peut y avoir de véritable vainqueur, seulement de lourdes pertes pour la nation et son peuple, qui souffrent déjà du conflit depuis plus de neuf ans». La MANUL a souligné qu'une «solution politique» à la crise en Libye reste à portée de main et qu'elle demeure, «comme toujours», prête à organiser un processus politique pleinement ouvert et dirigé par les Libyens». A ce titre, la MANUL appelle les parties libyennes à s'engager «rapidement» et de manière «constructive» dans les pourparlers de la Commission militaire mixte afin de parvenir à un accord de cessez-le-feu durable. «Les pourparlers de la Commission militaire mixte doivent s'accompagner d'une mise en œuvre ferme et du respect de l'embargo des Nations Unies sur la Libye récemment renouvelé», a souligné la mission. La mission onusienne rappelle à «toutes les parties en Libye la nécessité de respecter l'état de droit, le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit humanitaire pour protéger les civils et les infrastructures civiles, y compris les établissements de santé, les écoles, les centres de détention, en particulier à la lumière de la pandémie de Covid-19». Aussi, au nom de l'Union africaine (UA), le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui a affirmé, la semaine dernière, que «l'UA soutient et encourage toute initiative fondée sur le dialogue et la réconciliation nationale, susceptible de parvenir à une solution définitive de la crise». A ce propos, le Commissaire à la paix et à la sécurité estime que l'initiative algérienne de règlement de la crise en Libye, compte tenu de sa qualité de membre dans le Comité de Haut Niveau ainsi que dans le Groupe de Contact de l'UA sur la Libye, «dispose de tous les atouts de la réussite». La réussite de l'approche algérienne s'explique, selon M. Chergui, par «l'adoption par l'Algérie de la solution politique pour la crise libyenne, une solution respectant la volonté du peuple libyen, son unité et sa souveraineté territoriale, c'est-à-dire à travers un dialogue inter-libyen mené par les Libyens eux-mêmes». **R. I.**

LIGUE 1 (MC ALGER) : LE BILAN FINANCIER DE L'ANNÉE 2019 ADOPTÉ

LE BILAN financier de la SSPA/ MC Alger de l'année 2019, a été adopté dimanche, lors de l'assemblée générale des actionnaires, a appris l'APS auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 de football. «Le bilan financier a été adopté par les actionnaires, en présence du commissaire aux comptes, ce dernier a relevé des réserves qui seront traités par le Conseil d'administration au plus tard en décembre prochain», a déclaré à l'APS le porte-parole du «Doyen» Tahar Belkhiri. Cette assemblée générale, qui a duré cinq heures et demie, s'est déroulée en présence de l'ensemble des membres du Conseil d'administration, des actionnaires, ainsi que du représentant du PDG de Sonatrach, actionnaire majoritaire. «Les réserves retenues par le commissaire aux comptes sont d'ordre technique, que nous allons régler dans les plus brefs délais», a-t-il ajouté. Lors de la première assemblée générale, tenue le dimanche 14 juin, le commissaire aux comptes a refusé de valider le bilan financier de la SSPA/MCA de 2019, étant entaché de plusieurs irrégularités. Pour rappel, l'intégralité du budget alloué au MCA par la Sonatrach, estimé à 100 milliards de centimes, a été épuisé dans son intégralité avant même la fin de la saison 2019-2020, alors que trois directeurs généraux qui se sont succédé à la tête du MCA durant l'année 2019, en l'occurrence Kamel Kaci Said, Omar Ghrib, et Fouad Sakhri.

LIGUE 1 (ES SÉTIF): TROIS JOUEURS DE LA RÉSERVE SIGNENT LEUR PREMIER CONTRAT PROFESSIONNEL

TROIS JOUEURS issus de la réserve de l'ES Sétif ont signé leur premier contrat professionnel avec l'équipe première jusqu'en 2025, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football samedi soir sur sa page officielle Facebook. Il s'agit du gardien de but Boudiaf Idriss, ainsi que des deux joueurs de champ Mehada Abdelbasset et Belbey Aymen, précise l'Entente dans un Communiqué . Par ailleurs, le président du Conseil d'administration Azzedine Arab s'est réuni avec les anciens joueurs pour discuter de la situation du club et essayer de trouver des solutions, alors que l'ancien directeur général Fahd Halfaia a été mis sous mandat de dépôt pour avoir été accusé de corruption en vue d'arranger des matchs de football.Au cours de cette réunion, les anciens joueurs ont réclamé l'arrivée d'une société nationale pour faire face à la crise, tout en apportant leur soutien à Azzedine Arab, souligne l'ESS dans un communiqué. Enfin, la formation sétifienne a tenu à démentir les dernières informations faisant état de contact entre l'entraîneur de l'équipe, le Tunisien Nabil Kouki, et certains joueurs cités comme potentielles futures recrues en vue de la saison prochaine. Avant la suspension du championnat à la 22e journée le 16 mars dernier en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19), l'ESS pointait à la 2e place au classement avec 37 points, en compagnie du MC Alger, à trois longueurs du leader CR Belouizdad qui compte un match en moins, tout comme le «Doyen».

RÉUNION AUJOURD'HUI DU BUREAU EXÉCUTIF DE LA CAF :

L'avenir de la CAN-2021 au menu

Les regards seront braqués aujourd'hui vers le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) qui se penchera sur la question de l'avenir de la prochaine édition de la coupe d'Afrique des nations, prévue en janvier 2021 au Cameroun.



Lors de ce conclave, le patron de la première instance footballistique continentale, Ahmad Ahmad et ses pairs sur ce dossier épineux. D'après des medias français, la FIFA serait prête à collaborer avec la CAF en matière de programmation afin de permettre le déroulement, en juin, d'un maximum de rencontres des éliminatoires de la Coupe du monde-2022 au Qatar. En attendant, certaines sources avancent qu'Ahmad Ahmad organisera une conférence de presse demain en visioconférence, au cours de laquelle il se pourrait bien qu'il annonce le report de la CAN à janvier 2022.Avant cela, la CAF vient d'annoncer qu'il n'y aura désormais pas de matchs de qualifications de la Coupe d'Afrique des nations 2021 en septembre prochain. Pour sa part, la Fédération internationale de football Association a annoncé, jeudi dernier, le report des qualifications de la zone Afrique dont la reprise était prévue pour le mois de septembre. Selon RFI, le Conseil de la FIFA a décidé de reporter à une date ultérieure la trêve internationale de septembre. La Confédération africaine de football avait programmé sur cette période certaines rencontres des éliminatoires suspendues en raison de la pandémie du Covid-19.L'instance dirigeante du football africain avait mis ses espoirs sur ces journées FIFA pour rattraper le retard accusé dans les qualifications à la CAN 2021 au Cameroun. Le président de la CAF, Ahmad Ahmad, a déclaré qu'il n'avait besoin que de 2 dates pour faire jouer les 4 journées restantes, jusqu'à présent cela reste faisable, mais vu la situation sanitaire dans le monde, le risque d'un nouveau report est imminent, ce qui entraînerait un report définitif d'une année de la compétition phare de la CAF. **H. S.**

Coronavirus : La Fédération de handball présente un protocole sanitaire au MJS en vue de la reprise

LA FÉDÉRATION algérienne de handball (FAHB) a annoncé samedi soir avoir élaboré et présenté un protocole sanitaire au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), tel qu'exigé par le département ministériel en prévision de l'éventuelle reprise de la compétition, actuellement suspendue en raison de la pandémie de coronavirus. «La Fédération algérienne de handball a remis aux services du ministère de la Jeunesse et des Sports ses propositions concernant le protocole sanitaire élaboré par les staffs médicaux de la fédération en relation avec la compétition durant la pandémie de coronavirus», a écrit la FAHB sur sa page facebook, sans plus de précisions. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, avait appelé les différentes instances fédérales lors d'une de ses sorties sur le terrain durant ce mois de juin à «proposer des protocoles sanitaires préventifs précis qui établiront les conditions nécessaires pour la reprise des compétitions». Il avait indiqué aussi que «la décision finale reviendra au MJS qui accompagnera les fédérations et sera en contact direct avec le ministère de la Santé et les autorités compétentes». Mais le Dr Mohamed Bekkat Berkani, membre de la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de la pandémie du nouveau coronavirus, a réitéré vendredi sa position contre la reprise des compétitions de sports collectifs, refusant de faire courir aux joueurs «un risque inutile». «La situation épidémiologique actuelle ne prête pas encore à des rassemblements collectifs des joueurs», a-t-il justifié. Il a laissé toutefois la porte ouverte à une éventuelle reprise des sports individuels, affirmant qu'»il est possible de réfléchir à un retour en vue notamment de la préparation des Jeux Olympiques de Tokyo», reportés à 2021.

Un habitant de Tokyo sur deux opposé aux JO en 2021

DANS un sondage mené par une agence de presse et une chaîne de télévision, la moitié des habitants de Tokyo se sont dits contre l'organisation des Jeux Olympiques l'année prochaine.
Un peu plus de la moitié des habitants de Tokyo sont opposés à l'organisation l'an prochain dans leur ville des Jeux olympiques de 2020 reportés d'un an en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, selon un sondage publié lundi. 51,7% des personnes ayant répondu à cette enquête menée par deux médias nippons ce week-end ont dit espérer que les Jeux seraient soit à nouveau reportés soit annulés, tandis que 46,3% ont dit souhaiter qu'ils aient bien lieu en 2021.Plus précisément, 27,7% voudraient une annulation pure et simple et 24,0% un second report, 31,1% espèrent des Jeux d'une ampleur réduite et 15,2% des JO pleins et entiers. Conduit par téléphone par l'agence de presse japonaise Kyodo et la chaîne de télévision Tokyo MX du 26 au 28 juin, le sondage a recueilli 1 030 réponses. «Nous organiserons des Jeux dans un environnement sûr et serein,» promet la gouverneur de Tokyo. Les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo-2020 ont été reportés fin mars alors que la pandémie progressait, provoquant la pire perturbation depuis la Seconde Guerre mondiale de la plus vaste rencontre sportive de la planète. Responsables japonais et Comité international olympique (CIO) ont clairement dit que les Jeux ne seraient pas repoussés une deuxième fois mais annulés si le virus en empêchait encore l'organisation en toute sécurité comme le prédisent des spécialistes de santé publique. Les JO reportés doivent s'ouvrir le 23 juillet 2021 en gardant l'appellation Tokyo-2020. «Nous organiserons des Jeux dans un environnement sûr et serein pour les athlètes et les spectateurs venus de l'étranger ainsi que pour les habitants de Tokyo», a récemment déclaré la gouverneure de l'immense capitale, Yuriko Koike, au cours d'un entretien accordé à l'AFP. L'enquête donne par ailleurs une «importante» avance par rapport à ses concurrents à Mme Koike, candidate à sa réélection le 5 juillet.

Reprise du championnat de ligue 1 et 2 : Des lendemains incertains

Le vice-président de la LFP, Farouk Belguidoum, a révélé que la majorité des clubs (ndlr- ce qui n'est pas évident puisque les clubs de l'Algérois n'ont pas été consultés et que ceux du Constantinois sont pour la reprise) refusaient la reprise tout simplement parce que :. « (...) la majorité d'entre eux n'ont pas les moyens pour faire face aux dépenses, liées notamment à l'application du protocole sanitaire.»



Des propos qui ont étonné plus d'un observateur puisque le problème de la reprise n'est pas posé par les clubs et la LFP et termes techniques mais en termes financiers. Du coup, la question est biaisée (dans un but électoral ?) et si c'est la cas, la LFP présidée par Medouar Abdelkrim doit revoir sa copie. Il n'est pas opportun pour elle de faire cavalier seul et de chercher la confrontation avec la FAF qui a annoncé qu'il n'y aura pas de saison blanche à moins d'une décision politique Medouar a donc mis les dirigeants des clubs de l'Ouest et d'Est de son côté, ce qui est sûr c'est que le boss va essayer d'avoir l'unanimité pour pouvoir rédiger un rapport défavorable pour cette reprise mais on sait au moins que quelques clubs vont se rebeller, Mellal le président de la JSK a déclaré qu'il aimerait que le championnat aille au bout afin que le club qui triomphera méritera son titre sur le terrain , d'autres clubs concernés par la course au titre comme l'ESS ou même le MCA devraient lui emboîter le pas. Il est donc clair que la FAF d'un côté et la LFP de l'autre ne sont pas d'accord sur ce principe, chacun milite pour faire passer ses idées, et même si c'est la FAF qui aura le dernier mot après le feu vert du MJS. Il n'en demeure pas moins que Medouar semble décidé à se mettre du côté des clubs, il faut dire que l'ancien président de l'ASO n'a jamais caché son intention d'entrer dans la course à la présidence de la FAF, il s'agit du souhait caché de l'enfant d'Aïn Defla, une petite revue de ses activités ces dernières semaines révèle des mouvements de sa part au profit des clubs, les exemples de Bellal, celui de Malik Touré à Sétif, ou encore d'Abbas au MCEE en font partie, il fait tout pour lancer sa campagne avant l'heure, quitte à aller à l'encontre de la ligne prévue par la FAF et son président, ce dernier l'avait carrément décrédibilisé lors de la dernière réunion du BF lorsqu'il a annoncé le projet de reprise du championnat quelques heures après le passage de Medouar à la télé nationale. La bataille entre les deux hommes sur ce projet de reprise bat son plein, ça sera intéressant de voir qui aura le dernier mot. Décidément, tout permet de croire que le football traverse une crise de confiance et de crédibilité. On ne peut vraiment pas dire que c'est un exemple réussi. Mais il y a ceux qui continuent à y croire pour décrocher ce qui est indécrochable, et ce n'est certainement pas le meilleur chemin qui mène vers la stratégie de toute revendication.

A Oran, le président de la Ligue de football professionnel, Abdelkrim Medouar, aurait, selon Le Quotidien d'Oran, pris une initiative qui n'aurait pas été la meilleure, au contraire, mais plutôt provocatrice aux yeux des supporters, et ce en se transformant «en interlocuteur du MCO». Cela dit, pour paraphraser un expert qui disait «selon le nombre d'affaire» et de scandale qui est si nombreux dans le football qu'on ne peut pas fermer les yeux sur la gravité de la situation». Chaque jour, des faits apparaissent ça et là pour alerter qui de droit sur ce qui se trame au sein ou autour des clubs de football. La présence du président Medouar à Oran n'est pas une faute, mais pour les gens du club, sa visite a débordé comme le rapporte ce même journal sur un dossier considéré comme classé, en l'occurrence le retour de l'ex-président du club Ahmed Baba. Certaines rumeurs auraient même affirmé que cette initiative du président de la LFP n'a pas laissé indifférent les supporters des «Rouge et Blanc» qui ont diversement interprété ce «coup de pouce» de Medouar qui s'est inexplicablement immiscé dans un problème interne du MCO» . Selon des supporters du MCO, le président de la LFP aspire à la présidence de la Fédération algérienne de football, ce qui le pousse à préparer déjà son plan de campagne. Bizarre ! Au moment où le public exige une société à l'instar des autres clubs, Medouar veut replacer ses alliés. «C'est ce qui se passe lorsqu'Oran est devenue orpheline de ses hommes».inPlanète sports

LE COUP DE GÉNIE DE KARIM BENZEMA RÉGALE L'EUROPE, LE BARÇA EN PLEINE TEMPÊTE

Le geste de Benzema fait la Une en Europe

EN ESPAGNE, un Français met tout le monde d'accord ce matin ! Evidemment, il s'agit de Karim Benzema et de son geste fantastique hier soir face à l'Espanyol. L'attaquant du Real Madrid a délivré une merveille de passe décisive à Casemiro. Dans la surface, le numéro 9 madrilène remet une talonnade parfaite à son coéquipier qui n'est pas sans rappeler celle de Guti pour le même Benzema, il y a quelques années. Surtout ce but du Brésilien permet au Real de l'emporter 1 à 0 et de prendre seul la tête de la Liga après le faux pas du Barça, samedi. Marca ne s'y trompe et rend hommage à Benzema avec ce titre : «Le génie règne sur La Liga». De son côté AS estime que c'est « une talonnade de leader » qui envoie le Real vers le titre de champion avec deux points d'avance sur son ennemie juré. Même le journal L'Équipe rend hommage au Français avec ce jeu de mot : «quel talon !» La presse est unanime ce matin, le geste de Benzema restera dans les annales.

RUPTURE TOTALE AU BARÇA

Toujours dans la péninsule ibérique mais à Barcelone cette fois, c'est le message d'espoir de Gérard Piqué qui fait la Une du Mundo Deportivo. Le journal catalan demande aux joueurs blaugranas de «ne pas renoncer» à se battre pour le titre de champion et prend en exemple le tweet de Gérard Piqué hier. Le défenseur barcelonais a déclaré : «nous sommes le Barça et ce n'est pas encore fini. Se battre jusqu'au bout fait partie de notre ADN». Oui, sauf que depuis hier la presse locale ne rapporte pas de bons échos du vestiaire barcelonais. En effet, les joueurs auraient lâché Quique Setién après le match nul face au Celta Vigo, samedi (2-2). Il y aurait eu des mots durs entre les joueurs et le coach, la rupture serait totale entre les deux ! Cela n'annonce rien de bon pour la fin de saison. On termine cette revue de presse en Italie avec la victoire de l'Inter qui fait la Une de la Gazzetta dello Sport. Le journal au papier rose estime que «cette équipe est renversante» après sa victoire sur le fil hier soir face à Parme (2 buts à 1). Malmenés une bonne partie de la rencontre, les hommes d'Antonio Conte ont renversé la vapeur dans les dernières minutes grâce à De Vrij et Bastoni. Conte le sentait mal puis la remontée gagnante en fin de match fait un bien fou et permet aux Nerazzurri de croire en leur rêve : remporter la Serie A cette année. Pour le Quotidiano Sportivo, «c'est un véritable coup de l'Inter» qui maintient la pression sur la Lazio et la Juve.

L'ANCIEN JOUEUR DU MOC ET DU CSC, ABDELHAMID BENRABAH, N'EST PLUS

L'ANCIEN FOOTBALLEUR du MO Constantine et du CS Constantine, Abdelhamid Benrabah, est décédé dimanche à Constantine à l'âge de 45 ans suite à une longue maladie, a appris l'APS du président de l'association des anciens joueurs du MOC, Djamel Adlani. Le défunt, surnommé «Gourdiou», évoluait au poste de milieu offensif tout au long d'une carrière de 22 ans (1984-2006). Il a également joué pour d'autres équipes, à savoir l'US Biskra, l'USM Aïn Beïda, le CA Batna et la JSM Skikda. Le regretté a été inhumé après la prière du Dohr au cimetière de la cité Zouaghi-Slimane, au chef-lieu de wilaya, a-t-on signalé.

ITALIE : BENNACER ÉGAL À LUI-MÊME FACE À L'AS ROME

TITULAIRE indiscutable au milieu du Milan AC, Ismael Bennacer a réalisé un très bon match face à l'AS Rome, concurrent direct pour les places européennes. Comme d'habitude l'ancien joueur d'Empoli a été très bon durant cette rencontre surtout sur le plan défensif, en bloquant les milieux de l'AS Rome, les empêchant de monter et d'apporter le soutien aux attaquants. Bennacer a été intelligent aussi dans son jeu de passe en mettant ses coéquipiers dans de bonnes dispositions .La victoire du Milan sur le score de 2-0 a permis aux coéquipiers de Bennacer de monter au classement général et de se positionner à la 7e place à 6 points seulement de leur adversaire du jouer l'AS Rome .

FRANCE : ANGERS REFUSE 15 M€ POUR AIT NOURI ?

APRÈS sa blessure à la mâchoire suite à un choc avec Boudaoui en janvier, le jeune latéral gauche d'Angers Rayan Ait Nouri n'a plus rejoué le reste de la saison. D'après France Football, le jeune joueur d'origine algérienne était dans le viseur de Nice qui aurait fait une offre officielle de 15 millions d'euros pour s'offrir les services de l'international U21 français de 18 ans.Angers qui connait les capacités de son jeune joueur et qui compte le laisser une saison de plus avant de le vendre, aurait refusé cette offre, d'autant qu'Ait Nouri se trouvait avant sa blessure dans le viseur de grands clubs tels que la Juventus .

TURQUIE : FEGHOULIBIEN INSPIRÉ CONTRE LE LEADER

TOUJOURS titulaire depuis le retour à la compétition, Sofiane Feghouli et Galtasaray n'ont toujours pas gagné mais ils ont réussi à tenir en échec le leader Basaksehir chez lui.L'Algérien était plutôt bien inspiré durant la rencontre. A la 33e minute il tente une frappe instantanée plat du pied comme il en désormais l'habitude, elle termine dans les pieds d'Akbaba qui n'est pas loin d'ouvrir la marque.En deuxième période loes locaux ouvrent la marque par Aleksir (51') mais Galatasaray va pousser. A la 66e Feghouli trouve Onyekuru à la limite du hors-jeu et le nigérian mais le gardien se couche bien pour dégager. Dans la foulée cette action, Saracchi trouve de nouveau Feghouli qui feinte une frappe pied droit avant de décaler Saracchi parti dans son dos, l'uruguayen centre et trouve Akbaba qui marque, 1-1. Avec ce match nul Galatasaray reste 4e à un point du podium et six de Trabzonspor 2e.

OUARGLA

Plus de 1.400 palmiers détruits par le feu depuis le début de l'année

PAS MOINS de 1.403 palmiers ont été ravagés par le feu entre janvier et juin en cours dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris dimanche auprès de la protection civile.
Un total de 208 incendies a été enregistré au cours de la même période à travers les daïras de la wilaya, alors que la daïra d'Ouargla s'est classé en première position en terme d'incendies et de dégâts avec 114 incendies et 522 palmiers détruits, a-t-on souligné, précisant que la daïra de Touggourt a déploré 30 incendies et la perte de 274 palmiers, Sidi Khouiled 23 incendies et 96 palmiers détruits, alors que Mégarine a fait état de 17 incendies et 295 palmiers ravagés.
Les autres sinistres se sont déclarés au niveau des daïras de Taibet, El Hedjira, Timacine et N'Gousa avec un total de 24 incendies et 216 palmiers détruits, selon le bilan de la protection civile.
En 2019, au moins 3.988 palmiers ont été ravagés par 426 incendies signalés à travers les diverses palmeraies de la région.
Le facteur humain, dont la négligence et l'insouciance des agriculteurs, notamment durant l'élimination des résidus de palmiers et les mauvaises herbes, reste le problème principal des sinistres, en plus des causes imputées aux grandes chaleurs.

R. R.

CNAS

Une campagne d'information à Oran pour vulgariser la plateforme «Arracom»

UNE CAMPAGNE d'information autour de la plateforme électronique « Araacom » (vos avis) a été lancée par l'antenne de la wilaya d'Oran de la Caisse nationale d'assurance sociale des travailleurs assurés (CNAS) en faveur de ses assurés, a-t-on appris auprès du service de communication de l'antenne.
La campagne a été lancée depuis quelques jours dans le but de vulgariser cette plateforme, et devra s'étaler jusqu'au 16 juillet prochain dans tous les centres de paiement relevant de l'agence de wilaya CNAS, a-t-on expliqué de même source.
Un bureau spécial à l'entrée de l'agence de wilaya a été réservé pour l'opération et a été doté de micro-ordinateurs et d'agents de saisie pour familiariser les assurés sociaux avec ce service, a-t-on indiqué.
La plateforme accessible à partir du lien «Araacom.mtess.gov.dz», est mise à la disposition des assurés sociaux pour toute préoccupation, revendication ou doléances, a-t-on noté.
Elle sera également accessible à toutes les catégories sociales, à savoir les experts, les universitaires, les chercheurs, les syndicalistes, et les associations, pour recueillir également leurs avis sur les différentes questions se rapportant aux services présentés par la caisse et aux possibilités d'amélioration.
La plateforme est permanente. Elle sera ouverte pour des durées limitées plusieurs fois durant l'année, afin de permettre aux cadres et experts de la CNAS d'étudier les préoccupations et les doléances des assurés en vue de les améliorer, a-t-on fait savoir de même source.
L'antenne de la CNAS de la wilaya d'Oran compte 854.000 affiliés, rappelle-t-on.

R. R.

MOSTAGANEM

La saison estivale compromise

La saison estivale, tant attendue, est compromise cette année à Mostaganem qui connait, à l'instar de wilayas côtières, un été différent, à l'ombre de la propagation de la pandémie du Covid-19 et de la fermeture préventive des établissements touristiques et hôteliers, ainsi que celle des espaces de loisirs et des agences de voyage, et ce depuis mars dernier.



La route côtière ouest de Mostaganem, entre Salamandre et les Sablettes, semble vide. Les estivants et les baigneurs sont rares malgré les tentatives répétées de quelques-uns d'investir les plages fermées, cette année, ou de s'aventurer aux zones rocheuses disséminées tout au long de cette corniche.
Le calme et l'absence de mouvements s'accentuent autour du jardin de loisirs « Mostaland », qui grouillait de visiteurs de tous âges et de différentes wilayas du pays et de l'étranger, il y a quelques mois seulement, et la « grande roue » et tous les jeux sont à l'arrêt, depuis mars dernier.
« L'absence de réservation dans les hôtels et les résidences touristiques et la fermeture de la saison estivale en raison de la crise sanitaire, ont causé un retard dans les congés annuels et a eu un grand effet sur les activités des hôtels et des complexes touristiques, qui dépendent des réservations de la saison estivale », indique, la directrice locale du tourisme et de l'artisanat et du travail familial, Hayet Mammeri.
La décision de fermeture des plages et des infrastructures de loisirs et des parcs a eu un grand impact sur l'activité touristique, notamment l'activité du parc de loisirs et du zoo de « Mostaland » et du jardin des jeux aquatiques « Kharouba aquaparc », ainsi que les forêts de loisirs et de relaxation qui connaissent une affluence record de visiteurs durant la saison estivale, sachant qu'un million de visiteurs ont été enregistrés durant l'été 2019.
Et avec le retard de l'ouverture de la saison estivale, selon la même source, « quatre manifestations et expositions artistiques et de l'artisanat, prévues au niveau de la façade maritime ainsi qu'au niveau des hôtels, avec la participation de 240 artisans et 8 associations du pays, notamment du grand sud, ont été annulées ».

Le secteur ne se remettra pas sitôt sur pied

Les professionnels du secteur estiment à l'unanimité que le secteur du tourisme et de l'artisanat ne se remettra pas sur pied avant l'hiver prochain. Les agences de voyages et de tourisme ont subi, durant les trois derniers mois, de grosses pertes, en raison de l'annulation des voyages aériens et maritimes et l'annulation des réservations dans les hôtels de l'intérieur du pays et de l'étranger ainsi que l'arrêt de la Omra, tout particulièrement durant le mois de Ramadhan.
Ali Boukebir, directeur d'une agence de voyages a estimé que « les pertes des agences peuvent doubler durant la période du la haute saison, entre les mois de juin et d'août, pour atteindre les 200% si la saison estivale et la Omra ne sont pas ouvertes, ainsi que le retour du transport aérien et maritime ».
Dans cette optique, il a appelé les autorités concernées à « baisser les charges financières sur les opérateurs économiques, notamment l'exonération des impôts et des participations annuelles versées aux caisses de sécurité sociale ».
Le même interlocuteur précisé que « le retour de l'activité des agences de voyages et de tourisme à la situation d'avant la pandémie sera retardé en raison de la peur du voyage des clients, notamment vers l'Europe et la fin de validité des billets des clients», ajoutant que «le secteur se remettra sur pied au début de l'année prochaine, si la pandémie est vaincue ».
« Les mêmes pertes ont été subies par les 34 établissements hôteliers qui ont fermé leurs portes le 22 mars dernier. Leurs personnels ont été mis au chômage partiel, sans percevoir leurs salaires mensuels et leurs indemnité, suite de cet arrêt brusque et imprévu », a indiqué le représentant de wilaya de la Fédération nationale de l'hôtellerie et de la restauration, Noureddine Maz.
Il a ajouté « qu'un grand nombre d'opérateurs ont investi entre novembre et janvier derniers décrocher de nouvelles étoiles dans l'opération de classification ou de reclassification des hôtels, avant d'être surpris par la pandémie du corona ».

DES PERTES ET DES INVESTISSEMENTS

« La moyenne des pertes mensuelles hôtels à Mostaganem a atteint, durant la période précédente (entre mars et mai), les 40 millions DA pour chaque établissement. Ce manque à gagner sera doublé durant la saison estivale, sachant que cette dernière représente habituellement 70% des bénéfices réalisés durant l'année ».
Même le marché des locations des maisons et des appartements meublés connait, en ce début de saison, une stagnation alimentée par la réticence des familles et des estivants et la prudence des loueurs par peur de la propagation du virus, indique Sofiane, loueur saisonnier d'habitations.
Cette réticence a été confirmée par Mme Fatiha (fonctionnaire), dont la famille préfère, cette année, demeurer à Mostaganem et d'éviter de louer une maison au niveau de la plage de « kharbate » (commune d'Ouled Boughalem), jusqu'à l'amélioration de la situation sanitaire.
« Malgré la situation d'exception que traverse le pays, la wilaya de Mostaganem a consacré, cette année, un budget de 61 millions DA pour la préparation de la saison estivale et l'aménagement des 43 plages pour accueillir les estivants dans les meilleures conditions », souligne la directrice du tourisme, de l'artisanat et du travail familial.
Ces opérations comprennent le bitumage des voies et routes ainsi que l'aménagement des aires de stationnement et la connexion des plages au réseau d'eau potable, le renforcement de l'éclairage public et l'équipement des postes de gendarmerie, de police et de protection civile. Quelque 644 agents saisonniers pour la surveillance des plages et 372 autres pour lenettoyage seront également mobilisés.
Le parc hôtelier de la wilaya de Mostaganem comprend 34 établissements touristiques dont 17 hôtels et 11 résidences familiales pouvant accueillir 3.975 estivants et offrir quelque 1.440 postes d'emploi, voire jusqu'à 2.500 postes durant les trois prochaines années avec l'entrée en service de 20 nouveaux établissements hôteliers. Ces derniers offriront une capacité d'accueil de 3.525 lits.
La wilaya compte également 56 agences touristiques et de voyages qui peuvent offrir 140 emplois permanents et temporaires dont la plupart activent dans la billeterie, dans les réservations d'hôtels et l'organisation de voyages, notamment le Hadj et la Omra, rappelle-t-on.

L'ARTISTE BETTINA HEINEN AYACH

Un hommage à Berlin

Un vibrant hommage est rendu à l'artiste peintre allemande, Bettina Heinen Ayach, décédée le 07 juin dernier à l'âge de 82 ans à Munich en Allemagne, par l'ambassadeur d'Algérie à Berlin, Nor-Eddine Aouam,



L'ambassadeur a salué la mémoire d'une artiste « dont l'œuvre témoigne de ce lien fusionnel qu'elle a tissé avec l'Algérie et son peuple », rapporte l'Agence presse service d'Algérie. Dans un message de condoléances adressé à la famille, il a relevé la valeur artistique des peintures de Bettina Heinen Ayach, « aquarelles aux couleurs chatoyantes et gorgées de lumière, à l'image de l'Algérie à laquelle elle s'est profondément attachée », immortalisant la région de Guelma où elle a longtemps vécue avec feu son mari Abdelhamid Ayach.

Née en 1937 à Solingen en Allemagne, la regrettée a eu comme premier et principal maître l´artiste peintre Erwin Bowien (1899-1972), un ami de la famille Heinen, le père Hans étant journaliste et poète. A Cologne, Bettina poursuivra ses études de 1954 à 1958, à l´école des beaux-arts, puis à l´académie des beaux arts de Munich et à l´académie royale de Copenhague au Danemark. En 1959 et 1962, le ministère de la Culture Nordrhein Westfalen à Düsseldorf lui accordera deux bourses successives qui lui ont permis de voyager.

Sa première exposition individuelle aura lieu à Bad Homburg, elle est alors âgée de 17 ans. Elle fera par la suite 87 autres expositions individuelles à Copenhague, Hambourg, Berlin, Hagen, Duisbourg, Düsseldorf, Cologne, Bonn, Frankfort, Würzburg, Munich, Berne en Suisse, Paris, Vienne, Alger, Rabat, Casablanca, Tunis, Le Caire, Damas, Alep, Elle a également participé à plusieurs expositions collectives en Afrique du Nord, en Europe et dans les pays du monde arabe. Bettina s'installe à Guelma, ville natale de son époux en 1963.

En 1968, ses premières œuvres seront achetées par le Musée national des beaux-arts d'Alger, et en 1976, elle a reçu le Grand Prix de la ville d'Alger. Durant la même année, Bettina crée le cercle des amis d´Erwin Bowien au Deutsches Klingenmuseum à Solingen, en hommage à son maître principal. En 1992, une rétrospective avec 120 de ses tableaux est exposée au Musée National des beaux-arts d'Alger avant d'être distinguée du prix culturel de la Fondation communautaire Solingen à Baden, un an plus tard. En 2004, une deuxième grande rétrospective de ses œuvres est présentée à Alger. En 2018, les photos de Bettina Heinen Ayech seront présentées dans une centaine d'expositions individuelles et collectives en Europe, en Amérique et en Afrique.

R. C .

BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES DE M'SILA

28.784 ouvrages reçus

DES ANNEXES des bibliothèques municipales dans plusieurs communes de la wilaya de M'sila recevront un lot composé de 28.784 livres, la semaine prochaine, dans le contexte de la célébration du 58e anniversaire de l'indépendance nationale et de la jeunesse, le 05 juillet.



Près de cinquante bibliothèques municipales relevant de la Bibliothèque centrale de M'sila, profiteront de cette opération de distribution de 28.784 livres, a précisé ce samedi M. El Hadj Tyaiba, directeur de la bibliothèque centrale de la lecture publique de la wilaya. Il s'agit d'une initiative visant à encourager la lecture, notamment en milieu rural, renforcer le lien entre la bibliothèque et le lecteur et animer la scène culturelle dans les communes de la wilaya de M'sila, a expliqué le directeur. D'autres opérations versant dans le même sens seront réalisées prochainement, a affirmé El Hadj Tyaiba, indiquant que les élus des Assemblés populaires communales (APC) sont appelés à adhérer à cette initiative. Une opération de distribution de 1.000 livres au profit de la bibliothèque de la zone d'ombre Gamra relevant de la commune de Ain Errich, située à plus de 200 km au sud du chef-lieu de wilaya est récemment concrétisée, selon le directeur. Ce dernier a fait savoir que les bibliothèques opérationnelles dans les zones d'ombres seront dotées de moyens pour promouvoir la lecture publique dans ces régions. La wilaya de M'sila dispose actuellement d'une cinquantaine de bibliothèques réparties sur les 47 communes, alors qu'en l'an 2000 ces structures n'existaient pas, y compris au chef-lieu de wilaya.

R. C

CONCOURS L'ÉTÉ LITTÉRAIRE À ORAN

Un concours littéraire régional pour la médaille de L'été littéraire est lancé par le club Athar El Abirine d'Oran, jeudi dernier sous le slogan Ecriture au temps de la mort. Il est consacré au meilleur texte, meilleure nouvelle et meilleure poésie dans les langues arabe et française. Ouverte à toutes les tranches d'âge, il est destinée aux acteurs disciplines littéraires des wilayas d'Oran, Mostaganem, Relizane, Mascara, Saida, Sidi Bel-Abbès, Ain Temouchent et de Tlemcen, selon l'écrivain Rouane Ali Cherif. Le délai de remise des textes est fixé au 20 octobre 2020. L'évaluation des œuvres créatives sera supervisée par un jury d'écrivains. Les lauréats du concours seront récompensés par des diplômes et des prix d'encouragement, lors de la célébration du 66e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale au siège de la Maison de la Culture Zeddour-Brahim Belkacem d'Oran.

SORTIR

ECRITURE Concours d'écriture A quoi ressemblera le monde de demain ? Pour les juniors (- 18 ans) & adultes (18 ans +). Participer avec un texte de poésie, conte, nouvelle ou bien un dessin. A envoyer avant le mardi 30 juin à minuit. Adresse : concoursdecriture2020.alger@if-algerie.com. Consulter : if-algerie.com/alger

JEUX Africa Games Space – Salon africain du jeu vidéo et des loisirs – du mercredi 01 juillet au dimanche 05 juillet. Pavillon central de la Société algérienne des foires et Expositions, Pins-Maritimes, Alger. Pour les Gamers, Geeks, Streamers, amoureux de jeux vidéos… Consulter les pages Facebook africagamesspace et proboxalgerie.

FILMS Dix long-métrages et onze court-métrages jusqu'au lundi 13 juillet en ligne.
Films. Animations, fictions, documentaires et films jeune public africains et français sous-titrés: ifcinema.institutfrancais.com/fr/alacarte
Rafiki de Wanuri Kahiu (Kenya, 83', 2018)
Le Nouveau de Rudi Rosenberg (France – comédie, 81', 2015), Malika et la sorcière de Nabaloum Boureima (Burkina Faso, jeune public, 15', 2014), Le Vélo de l'éléphant de Olesya Shchukina (Belgique, France, jeune public, 9', 2014)… Consulter: if-algerie.com/alger/agenda-culturel

THEATRE Nouvelle production pour enfants du Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran : Qitar eddounia (Le train de la vie). Ecrite par Mansouri Bachir, mise en scène de Houari Abdelkhalek, scénographie de Mouffok Djillali. Un spectacle qui sera présenté après la levée du confinement.

SINGLE Nouveau titre Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55 minutes, plateforme distrokid.com / videos) du groupe pop Index Dz d'Alger. Et reprise du cover Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire de l'heure pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Nouvelle chanson Qololi (Dites-moi) du collectif Bandya Social Club. Les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika appellent au partage avec humour.

HOMMAGE Manu Dibango le saxophoniste. Soul Makossa sur youtube.com/watch?v=ny78BCBir2Q
12 décembre 1933 : Naissance à Douala au Cameroun.
1972 : Premier album O Boso.
1972 : Soul Makossa dans les classements américains.
1989 : première autobiographie Trois kilos de café.
2014 : Dernier album Balade en saxo.
2019 : Tournée des soixante ans de carrière.
24 mars 2020 : Mort à Paris des suites du coronavirus.

FESTIVAL 18e édition des Rencontres Cinématographiques de Béjaïa. Avec l'association Project'heurts du samedi 19 au jeudi 24 septembre (date à confirmer). Appel aux producteurs et réalisateurs. Films : courts et longs métrages, documentaires et films d'animation datant de 2019 ou 2020. Envoyer avant le jeudi 25 juin un lien Vimeo à l'adresse suivante : programmationrcb20@gmail.com



Le monstre du Loch Ness reprend la pose

Un Anglais a-t-il photographié le mythique Nessie ? Ses clichés très nets pourraient aider à résoudre le mystère.

De nouvelles photos viennent d'être ajoutées à l'album de famille de Nessie, le monstre du Loch Ness. Si parmi les centaines de clichés de la légendaire créature, beaucoup, dont le tout premier pris en 1934, se sont avérés des trucages plus ou moins habiles, quelques-uns conservent encore une part de mystère. Est-ce le cas de ces quatre photos prises en septembre dernier par Steve Challice, un Anglais originaire de Southampton ? Alors qu'il se trouvait près du château d'Urquhart sur la rive ouest du lac, Steve a aperçu des remous à la surface des eaux calmes du lac. «J'ai pris une première photo, puis une deuxième, et soudain, c'est sorti de l'eau et j'ai pu capter cet instant.»

Mais le Britannique garde son flegme : «Selon moi, et je ne suis pas un expert, il s'agit simplement d'un très gros poisson, peut-être un énorme silure. Quelqu'un a suggéré que ce pourrait être un esturgeon. Ce que l'on peut voir de cette bête à la surface mesure près de 2,5 mètres mais il n'est pas impossible que la partie immergée dépasse cette taille. Difficile à dire tant les eaux du Loch Ness sont sombres.»

Les hypothèse de Steve Challice n'ont rien d'aberrant : le silure glane peut atteindre 2,75 mètres et on en trouve en Ecosse. Quant à l'esturgeon d'Europe, il peut lui aussi atteindre, voire dépasser, les trois mètres. Bien qu'il vive en partie en mer et se reproduise dans les fleuves, il n'est pas impossible d'en retrouver égarés dans des lacs. Ces deux poissons aux dimensions démesurées et à l'aspect étrange figurent depuis longtemps parmi les principaux candidats à l'identité secrète de Nessie. Ces photos apportent de l'eau au moulin des tenants de cette explication.

Nintendo a été créée en 1889 pour fabriquer des cartes à jouer !



ÂGÉE DE 128 ANS, Nintendo est l'entreprise de jeux vidéos la plus ancienne au monde. L'entreprise a été créée en 1889 par un certain Fusajiro Yamauchi, de cette date-là à 1960 Nintendo s'appelait « Nintendo Playing Card Company », en effet, la firme vendait au début des cartes à jouer d'un célèbre jeu japonais, le Hanafuda. En 1902, Nintendo est devenue la première entreprise japonaise à fabriquer les cartes à jouer qu'on connait aujourd'hui. Cela a connu un énorme succès, mais dans les années 60 les ventes des cartes ont considérablement baissé amenant l'entreprise à changer de stratégie, en commençant par modifier son nom et en se penchant sur de nouveaux marchés.

Entre 1963 et 1970, les dirigeants de Nintendo ont créé une compagnie de taxis, ils ont vendu du riz et même des aspirateurs, ils ont aussi créé une gamme de jouets et de jeux de société. Toutes leurs tentatives pour faire du profit ont échoué à l'exception de fabrications de jeux, ils étaient les premiers à s'intéresser aux jeux vidéos. En 1975, ils ont commencé a distribuer la première console de salon au Japon, la Magnavox Odyssey. Deux ans plus tard, en 1977, Nintendo a commencé à vendre sa première console, la Color TV-Game 6 qui a été un énorme succès. La même année, Nintendo a embauché Shigeru Miyamoto qui a révolutionné le monde des jeux vidéos par ses créations telles que Super Mario Bros ou encore The Legend of Zelda: Ocarina of Time.

Aujourd'hui, Nintendo est un géant incontesté du jeu vidéo. Dans la liste des dix jeux les plus vendus de tous les temps, il y'en a six qui appartiennent à Nintendo. L'entreprise a également les trois franchises les plus vendues au monde ; Les jeux de Wii Sports, les jeux Pokémon et l'univers de Mario qui a pour lui seul 445.208 millions de jeux vendus.

Aux funérailles de Staline, 500 personnes ont été piétinées à mort !



Joseph Staline était à la tête de l'Union soviétique pendant près de 30 ans. Bien qu'il soit aujourd'hui considéré comme responsable de la mort de millions de personnes de son peuple, le 6 mars 1953, lorsque sa mort fut annoncée à la population de l'Union soviétique, la tristesse a submergé le peuple soviétique. Staline était considéré comme leur chef, leur père et leur commandant suprême qui les avait menés à la victoire lors de la Seconde Guerre mondiale.

Lors de ses funérailles, des milliers de personnes se sont alignées dans la neige pour le voir une dernière fois. La foule était si dense et chaotique à l'extérieur que certaines personnes ont été piétinées, d'autres écrasées contre les murs et les feux de circulation et étouffées. On estime que 500 personnes y ont perdu la vie.

Le premier brevet pour une serrure a été déposé en 1778 !



Imaginez, après une dure journée, le taxi vous dépose juste devant votre maison. Vous êtes épuisé et avez hâte de vous poser sur le canapé. Lorsque vous atteignez votre porte d'entrée, vous fouillez pour essayer de trouver vos clés, mais vous ne les trouvez nulle part. Et vous voilà bloqué devant votre porte avec un sentiment de colère et de stress accru. Que faire ? Vous appelez Victor Serrurier qui résoudra votre problème en quelques minutes.

C'est un scénario commun que pas mal d'entre nous ont probablement vécu. Mais les serruriers n'ont pas toujours existé. Selon les historiens, les premières serrures jamais découvertes sont âgées d'environ 4 000 ans. Fabriquées en bois, elles ont été trouvées en Egypte et en Mésopotamie. La plus ancienne d'entre ces serrures a été découverte dans le palais de Khorsabad en Irak.

Les premières serrures métalliques ont vu le jour en l'an 900 apr. J.-C. et il a fallu attendre jusqu'à 1778 pour le dépôt du premier brevet pour une serrure par l'anglais Robert Barron qui a fait de la serrurerie un vrai métier professionnel en brevetant la première serrure à gorges équipée de pièces métalliques montées sur un pivot et levées par la rotation du panneton de la clé. Cette invention a marqué un tournant dans l'histoire de la serrurerie moderne.

UN ARTISTE CRÉE DES ŒUVRES ÉTONNANTES EN UTILISANT DU PAPIER BULLE

UN ARTISTE basé à New-York, aux États-Unis, a trouvé une façon unique de créer des œuvres. Bradley Hart, 47 ans, injecte de la peinture acrylique dans du papier bulle, créant ainsi des tableaux incroyables.

Il lui faut trois à quatre jours pour charger 1500 à 2000 seringues et une autre journée pour préparer la toile. "Quand les gens voient mon travail en ligne, ils ne peuvent pas croire qu'il s'agit de papier bulle, mais quand ils le voient dans la vraie vie, ils disent que c'est mieux que ce qu'ils avaient imaginé", a-t-il confié.



Google publie une preview d'Android 11 pour Android TV



Technologie : Cette preview est réservée aux développeurs d'appareils ADT-3. Elle s'inscrit dans le cadre des efforts de Google pour se positionner sur un marché dominé par Roku et Amazon.

Google a publié jeudi un aperçu du système d'exploitation Android 11 pour Android TV, la version du système d'exploitation adaptée aux téléviseurs intelligents et aux appareils de streaming. L'aperçu propose des mises à jour concernant la confidentialité, les performances, l'accessibilité et les fonctionnalités de connectivité. Il est réservé aux développeurs et n'est disponible que sur les appareils ADT-3.

Google a promis de fournir davantage de ressources aux développeurs d'applications TV Android en août, lorsqu'il organisera une série d'événements virtuels "Android Beyond Phones".

L'article de blog de Google fait allusion au rôle croissant que pourrait jouer la télévision sous système d'exploitation Android : « avec l'augmentation des contenus de qualité qui nous maintiennent collés au grand écran, il n'est pas surprenant que le temps passé devant la télévision continue à augmenter », écrit Xiaodao Wu, développeur chez Google.

Android TV a été lancé en 2014, un an après le lancement par Google de son appareil Chromecast (un dongle qui permet aux utilisateurs de diffuser du contenu de leur appareil mobile sur leur télévision). Google a fourni la plateforme Android TV aux utilisateurs grâce à des partenariats avec des fabricants de smart TV comme Sony et Hisense, des fabricants d'appareils de diffusion de streaming comme Nvidia et Xiaomi, et des FAI comme Free, via des box.

Aux Etats-Unis, Roku domine le marché des plateformes de streaming, représentant plus de 30 % de toutes les ventes d'appareils de télévision connectés aux Etats-Unis, selon les données 2019. Amazon Fire TV est le plus grand concurrent de Roku.

Pourtant, Android TV fait des progrès constants. Au début de ce mois, TCL a annoncé qu'il allait vendre des téléviseurs équipés d'Android TV et de Roku.

« Les consommateurs désirent des options et notre mission est de les servir grâce à notre dernière stratégie multi-OS », a déclaré Chris Larson, vice-président senior de TCL Amérique du Nord, dans un communiqué.

Google, selon des articles de presse, pourrait aussi bientôt lancer sa propre TV, alimentée par la télévision Android.

Bitcoin



LE BITCOIN, comment ça marche ?

Le Groupe SII et l'École des technologies numériques avancées (ETNA) ont élaboré une émission diffusée sur Internet nommée Blockchain Révolution.

Elle explique en détail le phénomène de la blockchain et du bitcoin, cette monnaie cryptographique qui fait beaucoup parler d'elle. Voici, en exclusivité pour Futura, un épisode complet consacré aux aspects pratiques du bitcoin.

Le bitcoin, contraction des mots anglais bit (unité de mesure binaire) et coin (pièce de monnaie) est une monnaie cryptographique adossée à un système de paiement de pair-à-pair qui n'existe que sous forme numérique.

Création du bitcoin et utilisation

Cette monnaie a été inventée en 2008 et son logiciel open source publié en 2009. Son créateur, qui se cache derrière le pseudonyme de Satoshi Nakamoto, n'a toujours pas été identifié.

Le bitcoin permet d'acheter des biens et des services, il peut aussi être échangé contre d'autres devises.

De nombreux sites Internet mais aussi des magasins en dur acceptent cette monnaie dont l'un des principaux avantages réside dans le faible coût des frais de transaction.

Contrairement aux monnaies traditionnelles, le bitcoin n'est pas administré par une autorité bancaire unique, il fonctionne de manière décentralisée à travers un ensemble de nœuds.

Ces derniers forment le réseau par lequel se font toutes les transactions. Un registre public sécurisé appelé blockchain ou « chaîne de blocs » tient l'historique de toutes ces opérations. Vous pouvez consulter cet article sur la définition du bitcoin pour en apprendre davantage.

Le cours du bitcoin est très fluctuant

Des utilisateurs volontaires mettent à disposition leur temps et la puissance de calcul de leurs ordinateurs pour administrer la blockchain.

Cette opération appelée le « minage » permet à ces personnes d'être rémunérées, en bitcoin bien sûr. La valeur du bitcoin est maintenue par les logiciels de minage qui adaptent l'intensité des calculs au nombre de mineurs actifs. Plus il y a de mineurs de bitcoin, plus les calculs sont complexes.

Pour utiliser les bitcoins, il faut au préalable créer un portefeuille virtuel que l'on va approvisionner en allant sur une bourse d'échange pour convertir des espèces ou en vendant des biens ou des services en ligne. Plusieurs plateformes proposent la conversion de dollars, euros ou yuans en bitcoins.

Le taux de change de cette monnaie a connu de grandes variations qui sont suivies quotidiennement par des indices comme celui que propose CoinDesk.

En 2011 par exemple, on obtenait un bitcoin pour 4,15 euros. Deux ans plus tard, en décembre 2013, il fallait débourser 860 euros. En décembre 2017, la valeur atteignait le chiffre vertigineux de 16.000 euros.

L'une des forces du bitcoin, qui est en même temps une faiblesse, est l'absence d'un cadre juridique. S'agissant d'une monnaie internationale, les législations existantes créent de grandes disparités d'approche. Certains pays comme la Russie ont choisi de rendre illégal le recours au bitcoin tandis que la France et les États-Unis n'ont pas encore décidé d'encadrer l'usage de cette monnaie.

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL
******
FLASHAGE
Centre, Est : LJI
******
DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP
******
PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2020
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

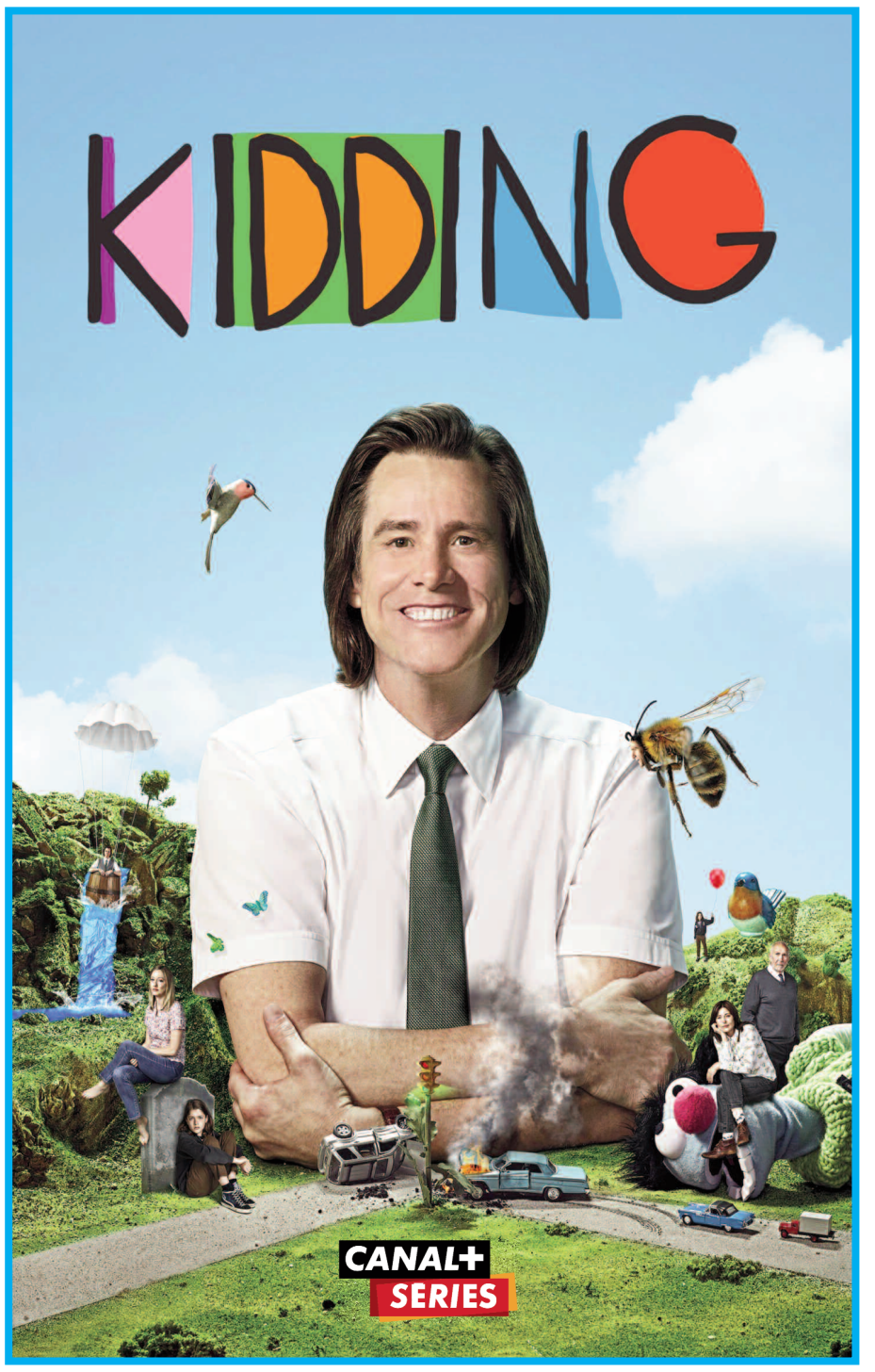












JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Cinéma - Film fantastique — TF1
Jurassic Park

20h05 Magazine de l'environnement — France 2
Sur le front des animaux menacés

20h00 Emission musicale — M6
La France a un incroyable talent : la bataille du jury

20h05 Cinéma - Drame — CANAL+
Mais vous êtes fous

20h05 Cinéma - Drame — W9
La rage au ventre

20h10 Téléfilm - Téléfilm de science-fiction — CINE+ FRISSON
Next Level

20h05 Cinéma - Comédie sentimentale — 6ter
Trop jeune pour elle

20h06 Cinéma - Film de science-fiction — CINE+ PREMIER
Godzilla

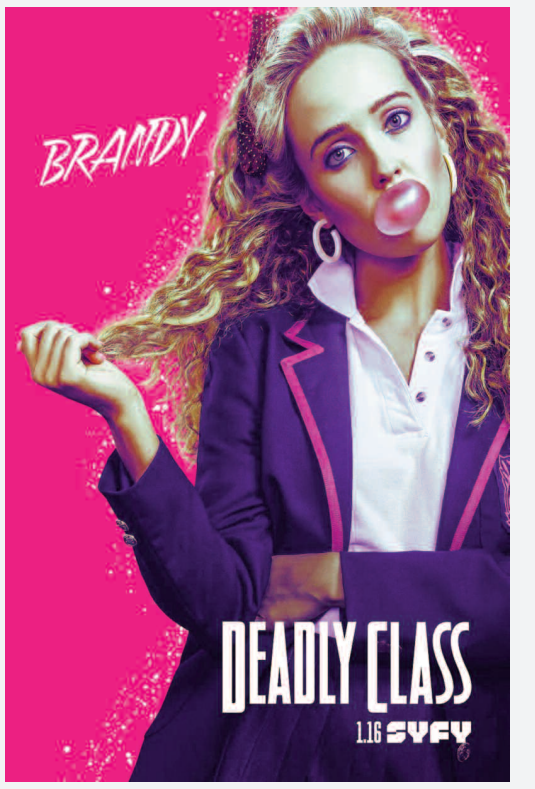
20h10 Cinéma - Comédie — C8
Mission Pays basque

19h55 Cinéma - Film d'action — CINE CINEMA
Hunter Killer

20h05 Cinéma - Comédie — CANAL+ family
Le fils à Jo

20h05 Magazine de société — TMC
90' Enquêtes

20h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série d'action (2019 - Etats-Unis)
Saison 1 - Épisode 9: Kids of the Black Hole

Marcus, Saya, Billy, Petra, Lex et Maria projettent de faire sauter la maison de Shabnam pour neutraliser Chester. Toute la bande compte sur Lex pour leur procurer des explosifs. Willie se désolidarise et décide de partir avec Gabrielle. Maître Lin doit, quant à lui, faire face à madame Gao, mais aussi à El Diablo qui menace sa famille...

21h30 Série de suspense (2020 - Etats-Unis)
Saison 8 - Épisode 5: Chalk Two Down
Homeland

18h53 Série dramatique (2018 - Etats-Unis)
Kidding
Saison 1 - Épisode 1: Le vert veut dire roule

Jeff Pickles, célèbre présentateur télé d'une émission pour enfants depuis plusieurs années est invité sur le plateau d'un célèbre talk-show pour parler de son actualité. Mais en privé, l'animateur doit faire face à un drame personnel et aux difficultés familiales qui en découlent.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	03:22	12:33	16:25	19:57	21:37	03:30	12:38	16:28	20:00	21:38	03:42	12:52	16:44	20:15	21:55	03:57	12:43	16:23	19:53	21:22	03:52	12:59	16:49	20:20	21:58	03:58	13:04	16:54	20:25	22:02	04:03	13:07	16:56	20:27	22:04

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6727 — MARDI 30 JUIN 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	33°	21°
Oran	32°	19°
Constantine	38°	17°
Ouargla	45°	29°

LES AUTORITÉS INTERPELLÉES

Colère à la Résidence Plaza de Boumerdès

C'est la grogne chez les membres de l'Association de la Résidence Plaza. Cette dernière située au centre-ville de Boumerdès dénonce la dégradation du cadre de vie des habitants au sein de la résidence, réalisée par le promoteur immobilier Derriche, et interpelle les autorités d'intervenir, afin de sommer ce dernier à achever les travaux de réalisation et l'aménagement des espaces communs.

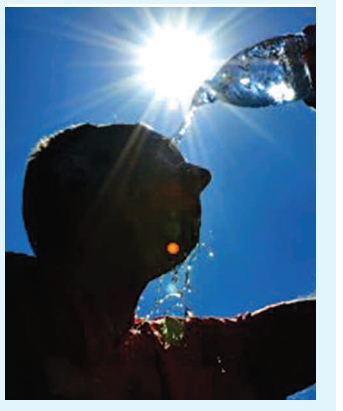


Dans un communiqué rendu public, les résidents de cette cité alertent pour la troisième et l'ultime fois sur l'état de dégradation, dont se trouve leur cité. «Indignés par leur situation et révoltés contre leur promoteur immobilier, qui semble être sourd à leurs réclamations, les habitants ont chargé l'Association de la Résidence Plaza Boumerdes de mettre en demeure le promoteur Derriche et l'entreprise de réalisation ZHDI Derriche, afin d'achever immédiatement les travaux de réalisation au sein de cette résidence, et ce par l'aménagement des espaces communs en bonne et due forme», lit-t-on dans le communiqué.

L'association déplore la qualité de vie dans cette résidence vendue comme une des habitations de haut standing. Le prix des appartements frôle aujourd'hui les 18 Millions DZD pour un 100M². Les habitants dénoncent le fait que celle-ci demeure inachevée depuis plusieurs années, alors que les acquéreurs y habitent, et ainsi mettant en danger la vie des habitants.

L'association a énuméré la liste des travaux à effectuer. Il s'agit entre autres des «parties communes inachevées, les travaux de bitumage à l'intérieur de la résidence inachevée ; la clôture extérieure de la résidence inachevée, les blocs dans un état de délabrement indescriptible au niveau des halls et des façades extérieures ; les mauvaises finitions et isolation, infiltrations d'eau, canalisations d'eaux usées non achevées ; les malfaçons internes et externes aux blocs en matière de maçonnerie, peinture, ravalement et d'étanchéité ; une résidence insalubre avec une présence de rats ; les postes de surveillance et de gardiennage inachevés, les débris et gravats toujours disponibles au niveau de la résidence, ainsi qu'au niveau des terrasses, ascenseurs bas de gamme et non certifiées». L'Association rappelle que «la vente des appartements s'est faite avec une promesse d'avoir des accès conçus pour relier la résidence à l'allée nord «RN24», pour faciliter le déplacement des habitants, ainsi que les aires de jeux, mais hélas rien de tout cela n'a été porté sur les actes». «Ces insuffisances prouvent que nous sommes loin des standards de qualité d'une résidence immobilière privée, censée offrir et assurer le confort et la satisfaction à ses clients», précise-t-on dans le même document. Les résidents alertent les autorités compétentes, afin qu'elles interviennent «pour mettre fin à ce genre de pratiques émanant de promoteurs, qui piétinent impunément les lois et les droits des clients depuis plusieurs années et ce, sans aucune conscience professionnelle, ni respect, ni contrôle, ni inquiétude».

Lynda Louifi



CANICULE

La Protection civile intensifie les actions de sensibilisation

LA PROTECTION civile a mis en alerte toutes ses unités d'intervention, pour faire face à la canicule annoncée dans plusieurs régions du pays, à travers l'intensification des actions de prévention et de sensibilisation, indique, hier, un communiqué de la direction générale de la Protection civile.

La Protection civile recommande, à cet effet, de ne pas s'exposer au soleil en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques et les enfants, de fermer les volets et les rideaux des façades exposés au soleil, de maintenir les fenêtres et volets fermés le jour, et de les ouvrir la nuit pour laisser pénétrer la fraîcheur. Il est également conseillé d'éviter les endroits confinés et baisser ou éteindre les lumières électriques, d'éviter de se déplacer pendant cette période, et de préférence se déplacer tôt le matin ou tard le soir, en particulier dans les wilayas intérieures, précise le communiqué.

Il est recommandé aussi de porter un chapeau, des vêtements légers (coton) et amples, de préférence de couleur claire lors de sorties, et d'éviter les activités extérieures nécessitant des dépenses d'énergie trop importante (sports, jardinage, bricolage...). La Protection civile appelle, dans le même cadre, à ne pas se baigner au niveau des réserves d'eau (barrage, retenue collinaire, mare d'eau et bassin d'eau) et à ne pas fréquenter les plages, étant interdit par mesure de sécurité suite à la pandémie Covid-19. Elle appelle, également, à aider les personnes dépendantes (nourrissons, enfants, personnes âgées, malades), ajoute la même source.

Concernant la prévention de la pandémie de Covid-19, la Protection civile appelle les citoyens à suivre les mesures préventives, en restant chez eux, et en respectant les mesures d'hygiène et ainsi la distanciation physique, souligne le communiqué.

S. N.

RÉALISÉE PAR LA SOCIÉTÉ CHINOISE CRCC

La jonction des tunnels de Sidi-Aïch achevée

BONNE nouvelle pour les automobilistes de la wilaya de Béjaïa et ceux des wilayas voisines, traversant la vallée de la Soummam pour rallier Béjaïa ou la wilaya de Jijel. C'est le bout du tunnel. Autrement dit, «la jonction des tunnels de Sidi-Aïch 3319 ml : 1 691 linaires pour le tube Est et 1 628ml pour le tube Ouest), projet de liaison autouroutière reliant le port de Béjaïa à l'autoroute est Ouest au niveau d'Ahnif (Bouira) a été réalisée, avant-hier, matin de manière sûre et de qualité après plus de mille jours et nuits de travail continu, marquant ainsi un avancement significatif de la mise en œuvre du projet réalisé par le groupement algero-chinois CRCC-SAPTA.

L'ouverture de cette section pourrait se faire bientôt si la Pandémie du Coronavirus qui sévit dans le pays et dans la région ne vient pas remettre ne cause les prévisions à ce sujet. L'inauguration de cette importante section depuis Seddouk jusqu'à Timezrit va atténuer un tant soit peu la souffrance des usagers qui trouvent toutes les peines du monde à traverser les grandes les nombreuses agglomérations de la vallée de la Soummam dont Sidi-Aïch et Takarietz ou des bouchons s'y forment monstrueusement au quotidien. Ceci en attendant le lancement des travaux de la section Amizour-Béjaïa sur 11km dernières étape de ce projet du siècle.

A titre de rappel, les deux tubes de tunnels traversent la zone urbaine avec des conditions géologiques complexes.

La section d'entrée du tunnel est située sur un terrain meuble de glissement, avec une profondeur enterrée minimale de 8 mètres et portant 42 maisons résidentielles. Techniquement, «les roches encaissantes du tunnel sont principalement des roches tendres, telles que des marnes et des schistes expansifs, qui sont de grade IV ou V», explique-t-on au sein de CRCC.

«La longueur de la zone fracturée sous influence tectonique représente environ un tiers de la longueur totale du tunnel. Les eaux souterraines développées facilitent le tassement de la voûte, la convergence latérale et la déformation longitudinale pendant le processus de creusement de tunnel», ajoute-t-on de même source.

Cependant, après l'entrée sur site, «CRCC a organisé plusieurs réunions avec des experts techniques Chinois et Algériens, justifiant sérieusement les conditions des roches encaissantes du tunnel, l'impact environnemental, la ventilation, les dispositifs d'éclairage, le système de drainage, le système de support, la surveillance de la sécurité, et les méthodes de construction», souligne-t-on. Et enfin, «la méthode de construction CRD a été finalement adoptée, qui combinant la section dentelée avec le support avancé des grandes voûtes-parapluie et le solide support des boulons d'ancrage en fibre de verre, avec une longueur de creusement à cycle unique de seulement 62cm».

Les constructeurs Chinois et Algérien travaillent ensemble pour surmonter les difficultés et s'entraident dans la lutte contre l'épidémie, tient à rappeler la même source.

De Béjaïa, Noureddine Bensalem